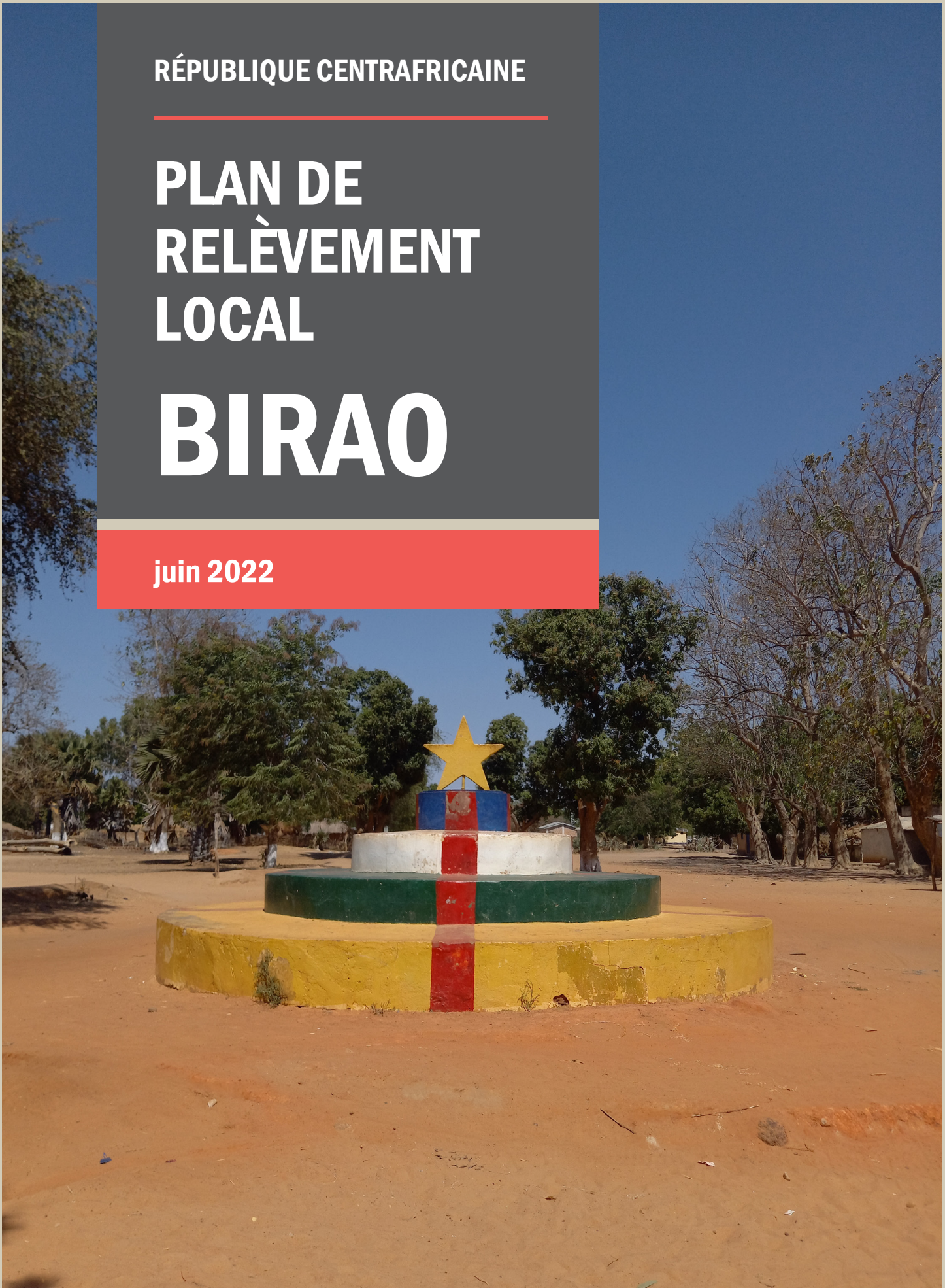
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PLAN DE RELÈVEMENT LOCAL

BIRAO

juin 2022



REACH Informing more effective humanitarian action

Sommaire

- Liste des acronymes 2
- Cadre d'action 4
- Méthodologie 5
- Présentation de Birao 6
  - Histoire 6
  - Territoire 6
  - Dynamiques de déplacement 7

.

- Diagnostic territorial 8
  - Carte générale de la ville de Birao 9
  - Cartographie des acteurs 10
  - Gouvernance locale 13
  - Services de bases 20
  - Économie locale 29
- Planification participative 42
  - Eau 43
  - Hygiène et assainissement 45
  - Éducation 47
  - Santé 49
  - Abri 51
  - Cohésion Sociale 53
  - Commerce 55
  - Agriculture 57
  - Élevage 59
  - Pêche 61
  - Autres activités économiques 62
- Priorisation intersectorielle 66
- Annexes 67
  - 1. Liste des groupements et quartiers de la ville 67
  - 2. Carte des groupements et quartier de la ville 68
  - 3. Méthodologie 69

Liste des acronymes

ACDA	Agence centrafricaine de développement agricole
ACTED	Agence d'aide à la coopération technique et au développement
AGR	Activité génératrice de revenu
ANDE	Agence nationale pour le développement de l'élevage
ANE	Autorité nationale des élections
ANEA	Agence nationale de l'eau et de l'assainissement
APADE	All for Peace and Dignity
APE	Associations des parents d'élèves
AWCA	Action WASH Centrafrique
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
CGPE	Comité de gestion des points d'eau
COGES	Comité de gestion
COOPI	Cooperazione Internazionale
CRCA	Croix rouge centrafricaine
CVR	Réduction de Violence Communautaire
DDRR	Désarmement, démobilisation, réhabilitation et réintégration
EHA	Eau, hygiène et assainissement
FACA	Forces armées centrafricaines
FCFA	Franc Centrafricaine
FNEC	Fédération nationale des éleveurs centrafricains
IMC	International Medical Corps
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
OFCA	Organisation des Femmes de la Centrafrique
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme Alimentaire Mondial

Liste des acronymes (suite)

PDI	Personne déplacée interne
PDL	Plan de développement local
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRL	Plan de relèvement local
RECOPE	Réseau Communautaire pour la Protection de l'enfant
UEPNDDRR	Unité d'exécution de Programme national du DDRR
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'enfance
UNOCHA	Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires
VBG	Violence basée sur le genre

Cadre d'action

CONTEXTE

La ville de Birao, chef-lieu de la préfecture de la Vakaga, a connu jusqu'à la fin de l'année 2019 une situation humanitaire très dégradée, du fait de plusieurs vagues de conflit. Cependant, depuis 2020, la zone vit une période de calme relatif, qui a permis à la communauté humanitaire de mettre en place un plan d'assistance global, de contribuer à la diminution relative des besoins humanitaires entre 2020 et 2021. Dans ce contexte, il semble, selon les autorités locales et les organisations non gouvernementales (ONG) sur place, que la nature des besoins prioritaires ait changé, d'une perspective d'urgence (distribution sur les sites de déplacés notamment) à des problématiques de plus long terme : facilitation du retour, protection, cohésion sociale, impact du déplacement prolongé sur la population hôte, solutions durables, enjeux fonciers, etc. Afin d'améliorer l'impact de l'aide humanitaire sur la population urbaine et péri-urbaine à Birao, REACH a mené une évaluation territoriale, c'est-à-dire à la fois localisée et transversale, pour obtenir une compréhension profonde du contexte et des besoins multisectoriels, des acteurs locaux et leur capacité d'être impliqués dans le relèvement et/ou l'aide humanitaire.

OBJECTIFS DU DOCUMENT

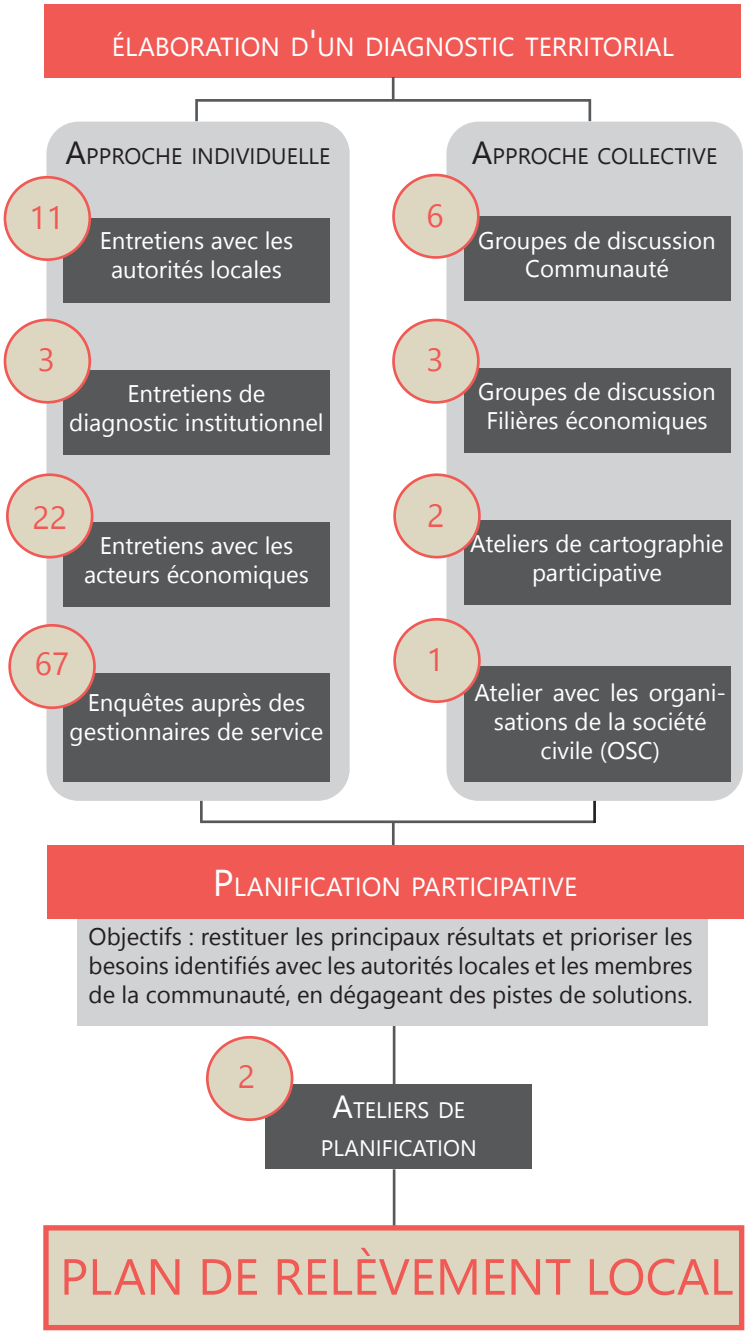
Ce plan de relèvement local (PRL) rassemble les résultats d'une phase d'évaluation (diagnostic territorial) et d'une phase de planification participative. Les données sur lesquelles il s'appuie sont collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives dans la totalité de la ville de Birao (voir « Méthodologie » p.5 et « Annexe méthodologique » p.69). Les différents outils utilisés tentent d'obtenir une image représentative des besoins et dynamiques locales, sans toutefois pouvoir le garantir, étant donné le temps imparti et les contraintes pratiques.

L'objectif du PRL est de fournir une compréhension des besoins et opportunités pour les acteurs à la fois locaux et de l'aide humanitaire. Il s'agit en effet de soutenir i) les autorités locales d'un territoire fragilisé par la crise dans la planification et la coordination de toutes les initiatives de relèvement local, et ii) les acteurs humanitaires dans l'identification d'interventions pertinentes dans le territoire.

Le présent document constitue ainsi une feuille de route détaillant les priorités identifiées par la communauté, accompagnées de pistes de solutions concrètes et précises sur le plan technique, ainsi que d'une proposition de stratégie de mise en œuvre. L'ensemble des affirmations figurant dans ce document sont basées sur l'analyse des données collectées sur une période définie, grâce à la conduite d'entretiens individuels et de groupes de discussion.

Le PRL représente également un instrument de coordination, remis aux partenaires humanitaires et aux acteurs institutionnels locaux afin de servir de base de travail à tous au niveau local. L'objectif est de remettre les acteurs locaux, institutionnels et communautaires, au cœur du processus de décision, pour faire en sorte que l'aide proposée par les acteurs humanitaires soit dirigée vers les priorités locales et selon les modalités adaptées au contexte.

Méthodologie



L'équipe REACH a conduit un diagnostic territorial dans la ville de Birao en deux étapes : du 29 septembre au 2 octobre 2021 et du 31 janvier au 8 février 2022.

Les ateliers de planification se sont déroulés du 9 au 10 février 2022.

Le détail de la méthodologie est disponible dans la section "Annexe", p. 69

Présentation de Birao

HISTOIRE

Les autorités locales ont rapporté que les premiers habitants du territoire de Birao sont arrivés au XIXe siècle. Selon eux, ce premier groupe était parti du Soudan pour fuir l'oppression des Arabes et des colons anglais, et d'autres groupes sont arrivés dans les périodes ultérieures, avec des provenances diverses. Les autorités ont également rapporté que la ville de Birao a été fondée officiellement par les colons français en 1918 et que le nom de « Birao » serait une mauvaise prononciation de « Brao » ou « Barao », qui était le nom original de la ville.

Selon les autorités locales, les habitants se sont installés dans la localité à cause des richesses naturelles de la zone : à l'Est une présence importante et diversifiée de gibier, et dans l'Ouest des mines d'or, diamant et d'uranium.

Tous les répondants s'accordent sur le fait que, contrairement au reste de la Centrafrique, la zone de Birao n'a pas été particulièrement touchée par la crise politico-militaire qui dure depuis 2013. Les membres de la communauté et les autorités locales ont plutôt mentionné le conflit déclenché en 2019 comme l'évènements le plus marquant. Ce conflit a entraîné, entre autres, la destruction des maisons, des pertes humaines, et des déplacements massifs de population. Un Pacte de Réconciliation entre les communautés du Nord-Est a été signé par tous les chefs de race, autorités locales, et autorités religieuses de la Vakaga, du Bamingui-Bangoran et de la Haute-Kotto le 10 novembre 2020, qui a participé à mettre fin au conflit et assurer la démobilisation des porteurs d'armes dans la ville.

TERRITOIRE

La ville de Birao compte sept groupements et 45 quartiers (voir Annexe 1 pour la liste de quartiers et groupements). Selon les chefs de groupement et une autorité locale, il y a des disparités importantes entre les groupements en termes de nombre d'habitants et de fourniture de services de base : certains groupements disposent d'écoles et de centres de santé, tandis que d'autres n'en ont pas. Certains groupements disposent de plus de points d'eau que d'autres. Les chefs de groupement ont mentionné que le premier groupement s'est particulièrement développé en termes de population.

Selon les ateliers de cartographie, il y a quatre axes principaux à Birao : les axes Terfel et Delembe vers le Sud, et les axes Bourmata et Am Dafock (à la frontière soudanaise) dans le Nord. Les axes autour de la ville deviennent largement impraticables pendant la saison pluvieuse : le fonctionnement de la ville est donc fortement affecté par la saison de pluies.

La ville de Birao est très mélangée : les groupes ethniques qui y habitent incluent les Kara, les Sara, les Haoussa, les Rounga, les Goula, les Youlou, les Arabes, les Borno, les Borgo, les Massalites, les Kadjaksa, les Peuhls et les Banda. Selon la plupart des répondants, les relations sont bonnes entre ces ethnies : il y a beaucoup de mariages mixtes depuis plusieurs générations, et les activités économiques telles que le commerce, la production en groupement, et les tontines, sont pratiqués par tous les groupes ethniques.

Les principales langues parlées à Birao sont les langues de chaque ethnie, le sango, l'arabe et le français. Selon les autorités locales, tous les habitants de la ville peuvent comprendre le sango et l'arabe. La plupart des autorités locales a rapporté que toute activité (ex. commerce, justice, prière, médiation) peut être conduite dans plusieurs langues, selon les besoins des participants à l'activité. Quelques autorités ont mentionné que dans certaines institutions (le tribunal pénal, l'hôpital), le sango est la seule langue parlée mais qu'une traduction est fournie la plupart du temps. La seule exception serait les écoles qui, selon les autorités, fonctionnent uniquement dans la langue nationale (Sango). Une minorité d'autorités locales ont mentionné que certaines activités sont conduites le plus souvent en arabe : deux répondants ont cité la médiation et un a cité le commerce et la prière.

Selon la grande majorité des répondants, il n'y a aucun groupe armé dans la ville depuis la signature du Pacte de Réconciliation et le désarmement du groupe armé qui était présent dans la ville. Le groupe armé le plus proche est basé à Am Dafock, mais selon les autorités interrogées ce groupe attend le désarmement également. Les autorités locales, acteurs économiques et membres de la communauté ont mentionné un risque sécuritaire dû aux bandits soudanais sur les axes. Ce risque existe depuis longtemps et les principales conséquences pour la population sont les braquages et enlèvements sur les axes hors de la ville.

Au moment du diagnostic, aucune carte des quartiers de la ville de Birao n'existait. En 2017-2018, le PNUD a commencé un travail sur un plan de développement local (PDL) de la ville de Birao. Ce document n'a pas pu être validé par la communauté avant la crise de 2019. Un représentant de PNUD a confirmé que le contexte a trop changé après 2019 pour que le PDL reste pertinent. Au moment du diagnostic REACH, plusieurs autorités locales n'avaient aucune connaissance de l'existence du PDL.

Présentation de Birao

TERRITOIRE (suite)

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX :

Plusieurs autorités locales et acteurs économiques ont mentionné les inondations dues au fleuve Yata qui se déroule chaque année pendant la saison pluvieuse. Les conséquences de ces inondations dans les années précédentes ont été :

- L'inondation d'une partie du site Yata, et donc le re-déplacement des résidents vers des sites informels ;
- L'inondation des maisons dans la ville ;
- L'inondation des latrines pendant la saison pluvieuse qui les rendent non fonctionnelles ;
- Un agriculteur a rapporté l'inondation de ses champs.

Plusieurs acteurs économiques (agriculteurs, pêcheurs, etc.) ont rapporté avoir constaté des changements climatiques dans la zone dans les dix dernières années, notamment un allongement de la saison des pluies (qui débute en mai plutôt qu'en juin), avec des précipitations plus abondantes qu'auparavant. Cependant, certains répondants ont nuancé ce constat, soulignant que ces changements se sont produits ces deux dernières années seulement.

DYNAMIQUES DE DÉPLACEMENT

Les répondants au diagnostic REACH ont mentionné plusieurs types de déplacement dans la ville de Birao : les plus souvent cités sont la transhumance et le déplacement suite à la crise de 2019. Quelques répondants ont rapporté les déplacements ayant suivi les inondations du fleuve Yata pendant la saison pluvieuse, et une autorité locale a mentionné le mouvement des jeunes vers les autres grandes villes du pays (Bambari, Bria et Bangui) à cause du manque d'opportunités dans la ville de Birao.

DÉPLACEMENT SAISONNIER :

Selon les ateliers de cartographie, un couloir de transhumance passe à côté de la ville de Birao. Selon les ateliers de cartographie, les effets de ce déplacement sont variés pour la population de Birao. Du côté positif, les participants aux ateliers ont rapporté que le marché de la ville est mieux approvisionné, surtout en viande, pendant la saison de transhumance : Néanmoins, ils ont également mentionné des conflits entre éleveurs et agriculteurs (voir Justice et foncier p.13).

DÉPLACEMENT FORCÉ :

Les sites de déplacés à Birao existent depuis 2019. Les résidents des sites proviennent uniquement de la ville de Birao, précisément des groupements 1,2,3,4,5 et 7 (les sites se trouvent dans le 6e groupement). Selon les autorités des sites et les participants aux groupes de discussion, ces lieux étaient parmi les endroits les plus sécurisés lors du déplacement.

Dans les 3 ans ayant suivi le premier déplacement, les ménages déplacés en 2019 ont pris l'une des 4 décisions suivantes :

- Rester sur le même site
- S'installer dans un autre site de déplacés à Birao
- Partir pour à l'étranger (Soudan ou Tchad)
- Retourner dans leur quartier d'origine.

Certaines motivations ou contraintes ont pu être identifiées :

Sécurité : la base MINUSCA et l'aérodrome ont été occupés car ils étaient perçus comme les endroits le plus sécurisés de la zone. Les participants de plusieurs groupes de discussion avec les déplacés ont cité les risques sécuritaires comme l'une des principales raisons de rester dans les sites au lieux de retourner vers leur quartier, ou de rejoindre un autre site.

Accès aux champs : selon plusieurs groupes de discussion avec les membres de la communauté, certains déplacés se sont installés dans les sites situés à proximité de leurs champs pour conserver leur source de revenus. Cela concernerait particulièrement les déplacés du site aérodrome.

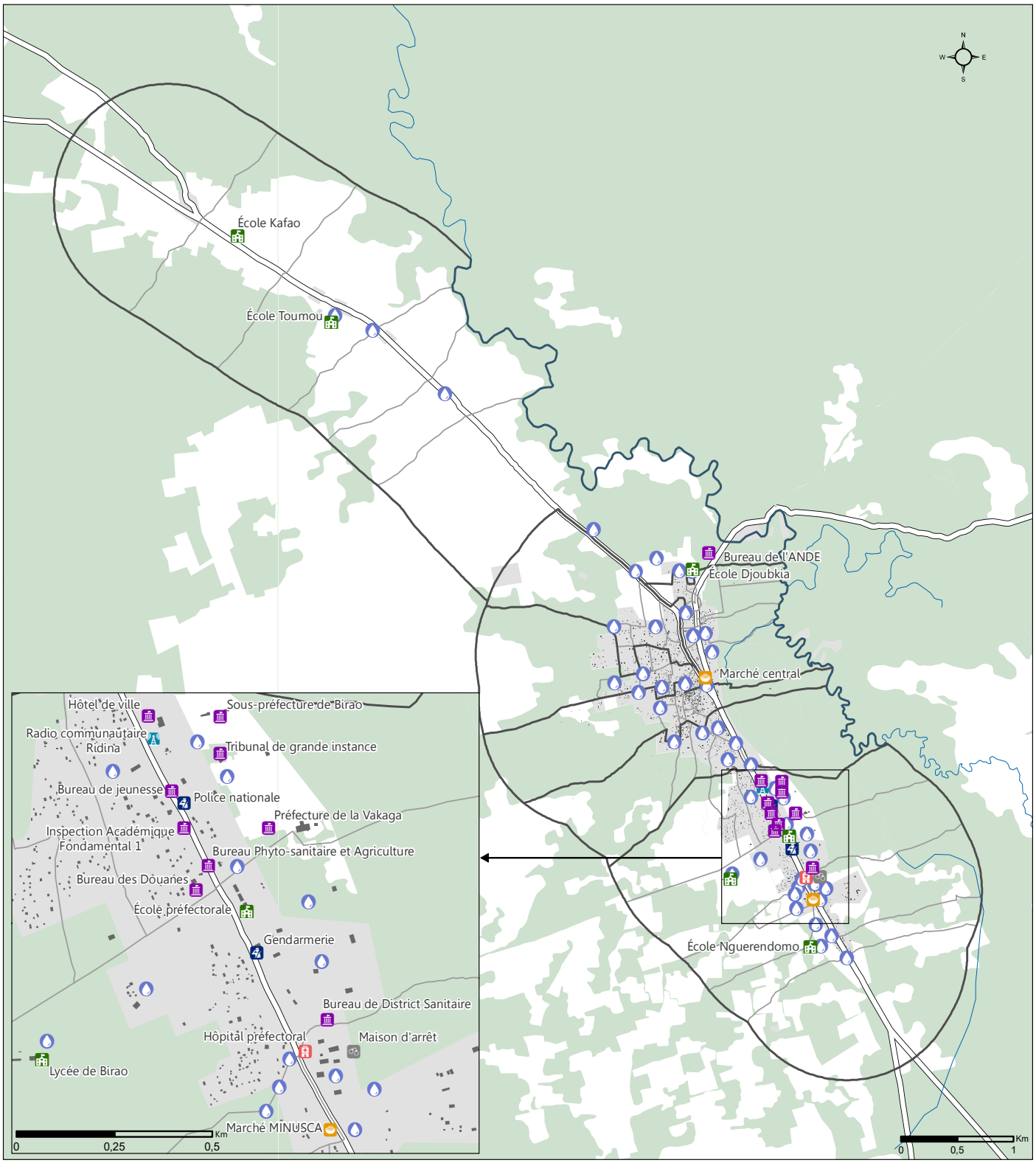
Moyens financiers : selon plusieurs groupes de discussion et autorités locales, les ménages les plus aisés ont pu partir au Tchad ou au Soudan, ou bien dans d'autres villes de RCA. Selon les représentants des sites, les seuls ménages qui ont pu retourner vers leurs quartier d'origine à ce jour sont également ceux qui ont le plus de moyens financiers.

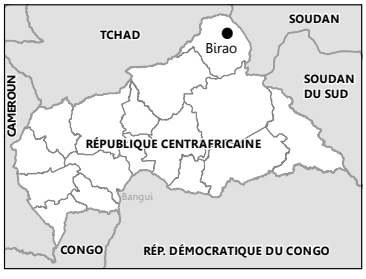
Au moment du diagnostic REACH, les autorités locales, les représentants des sites, ainsi que les groupes de discussion avec les habitants déplacés et non déplacés, ont rapporté que tous les déplacés avaient la volonté de retourner chez eux. Quelques ménages déplacés (de tous les quatre sites) et réfugiés sont déjà retournés dans leur habitat d'origine mais cela représenterait une minorité.

Diagnostic territorial

BIRAO

Carte générale de la ville de Birao





- Administration
- Centre de santé
- École
- Force de sécurité intérieure
- Marché
- Etablissement pénitentiaire
- Radio
- Limite de groupement
- Limite de quartier
- Bâti
- Zone résidentielle
- Cours d'eau
- Route principale
- Végétation
- Point d'eau

Source des données : REACH 2022
Limite administrative : OCHA, 2021
Routes, bâtiments,usage du sol : ©OpenStreetMap Contributor
Système de coordonnées : GCS WGS 1984

Note: Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.

Cartographie des acteurs

ACTEURS INSTITUTIONNELS

Autorités locales :
- Préfet
- Sous-préfet
- Sultan-Maire[1]
- 7 chefs de groupement
- 45 chefs de quartier
- 4 chefs de site
- Chefs de bloc

Services Déconcentrés :
- Chef de service Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA)
- Chef de secteur Agence nationale pour le développement de l'élevage (ANDE)
- Chef de service préfectoral de l'Agriculture
- Chef de service préfectoral de l'Élevage
- Chef de reboisement (Ministère des Eaux et Forêts)
- Chef de service préfectoral du Commerce
- Médecin Chef de District Sanitaire
- Inspecteur Fondamental 1
- Chef de service préfectoral du Transport
- Receveur des Douanes
- Autorité nationale des élections (ANE)

AUTORITÉS COMMUNAUTAIRES

- Plateforme religieuse
- Leaders religieux
- Chefs de race
- Comité de sages
- Tribunal coutumier

ACTEURS DE SÉCURITÉ/ JUSTICE

- Tribunal pénal
- Gendarmerie
- Police National
- Forces armées centrafricaines (FACA)
- MINUSCA

ACTEURS ÉCONOMIQUES

- Groupements économiques
- Associations économiques
- Tontines
- Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC)

SOCIÉTÉ CIVILE

- L'Organisation des Femmes de la Centrafrique (OFCA)
- Association de la Jeunesse
- Association de la Jeunesse islamique
- Associations des femmes : (femmes musulmanes, femmes Siriri,[2] femmes fonctionnaires, femmes veuves, femmes handicapées)
- Réseau des Jeunes Activistes pour le Respect des Droits de l'Homme
- Ligue de football
- Radio communautaire YATA
- Association des parents d'élèves (APE)

PARTENAIRES DE L'AIDE

ONG nationales :
- Echelle, AWCA, Croix Rouge Centrafricaine, RECOPE, ODESCA, ESPERANCE.

ONG internationales :
- ACTED, Triangle, APADE, IMC, War Child, COOPI, CICR.

Organisations des Nations Unies (ONU) :
- UEPNDDRR, UNOCHA, MINUSCA (affaires civiles), PAM, UNICEF.

Sultan-Maire :

Le Sultan de Birao est également le maire. En tant que maire, il est le gestionnaire du marché, responsable de l'attribution des terres et des maisons. Il gère également les ouvrages publiques (par exemple les forages), et le tribunal coutumier.

Chefs locaux :

Selon les autorités locales et les participants aux groupes de discussion, les chefs de quartier sont élus tous les dix ans. Les chefs de quartier nomment ensuite celui qui parmi eux sera le chef de groupement. Selon les participants aux groupes de discussion avec les membres de la communauté, le principal rôle des chefs locaux réside dans la gestion des disputes entre les habitants de leurs localités. Certaines autorités locales ont ajouté que les chefs locaux sont les porteurs des messages des autorités vers la population.

Dans les sites de déplacés, les chefs de blocs ont été élus par les résidents. Les chefs de site ont également été élus directement par les habitants. Certains chefs ont changé depuis la création du site en 2019, souvent après un départ du site. Les chefs de site voient leur rôle principalement comme des acteurs de plaidoyer auprès des partenaires de l'aide.

Chefs de Race :

Les chefs de race ont été élus par leurs communautés de manière spontanée : il semblerait que leur rôle n'est ni formalisé ni standardisé. Cependant, plusieurs races disposent de conseils bien structurés avec des vice-présidents, des secrétaires généraux et des membres conseillers. Plusieurs chefs de race étaient en mesure de produire les documents sur la ville comme des listes des chefs de quartier et des accords de paix.

[1] Les sultanats de RCA, passant l'autorité de génération en génération en ligne de succession des descendants, datent de l'époque précoloniale. Actuellement, les sultans n'occupent aucune position officielle, mais ils sont souvent consultés dans les processus politiques en raison de leur forte influence sur la population.
[2] « Siriri » et le mot en sango pour « la paix ».

Cartographie des acteurs

Selon une autorité religieuse, les leaders communautaires jouent un rôle important dans la réconciliation : ils se sont par exemple rendus à Bangui pour signer le Pacte de Réconciliation de novembre 2020.

Préfet :

Le préfet de Vakaga a été nommé par décret présidentiel en 2017. Selon lui son rôle comprend la gestion et contrôle des autres autorités déconcentrés dans la localité, la supervision de toute intervention des partenaires d'aide dans la localité et la sensibilisation sur la paix. Les membres de la communauté rencontrés ont également mentionné que le Préfet joue un rôle important dans le maintien de la paix dans la zone.

Sous-préfet :

Le sous-préfet de Birao a été nommé par décret présidentiel en 2018. Selon lui, son rôle concerne surtout le conseil aux habitants de la ville, surtout pour la médiation des conflits. Il supervise également les interventions des partenaires d'aide dans la sous-préfecture.

Services déconcentrés :

Il y a de nombreux services déconcentrés dans la ville de Birao. Néanmoins, plusieurs autorités locales ont rapporté que les activités de ces services sont limitées à cause de manque de moyens. Les services agricoles et d'élevage sont impliqués dans la gestion des tensions entre agriculteurs et éleveurs (voir Foncier : Champs : p.14).

Organisations de la société civile (OSC) :

Toutes les OSC interrogées sont actives dans la sensibilisation de la population : sur les sujets de la cohésion sociale, la santé et l'éducation. Certains OSC pratiquent également le travail en groupement, les tontines, ou les activités d'intérêt commun tel que le nettoyage des lieux publics et l'organisation des fêtes nationales.

L'OFCA dans la ville de Birao est principalement engagée dans la sensibilisation pour la paix et l'organisation des fêtes nationales. Selon une représentante de l'organisation des femmes veuves, l'OFCA coordonne également les autres associations des femmes dans la ville. Les autorités locales et représentants des OSC ont rapporté que les associations féminines de la ville font principalement le travail en groupement et les tontines.

Le bureau de la jeunesse fait de la sensibilisation pour la paix, organise des travaux communautaires, comme le nettoyage des bâtiments communautaires.

La radio communautaire a été rapporté comme moyen principal de communication par une variété d'acteurs locaux ; les autorités gouvernementales et les associations et ONG locales communiquent avec les habitants de la ville via ce moyen.

Autorités religieuses :

Les autorités religieuses interrogés voient leur rôle dans la localité comme la sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale.

La plateforme religieuse est présidée par l'Imam de la mosquée centrale. La plateforme a été créée pour répondre à la crise de 2019. Ses principales activités tournent autour de la promotion de la cohésion sociale, via les réunions entre les chrétiens et les musulmans de la ville.

Comité des sages :

Il n'y a pas un comité local de paix et de le réconciliation à Birao. Selon les autorités locales interrogés, le comité des sages, qui existait avant la crise de 2019, assure la médiation et la réconciliation dans toute la préfecture. Le comité est convoqué ponctuellement pour médier des conflits. Selon les autorités locales interrogés, le comité est constitué d'un représentant de chaque communauté de la ville, qui est choisi par la communauté elle-même.

Acteurs économiques :

Il existe plusieurs groupements et associations économiques à Birao. Ces groupements et associations se sont constitués avant l'arrivée des partenaires d'aide dans la localité mais ils ont reçu un appui important ces dernières années (voir planification, p.42). Les principales activités des groupements sont la mutualisation du travail et de l'aide en cas de besoin. Selon une autorité locale, les associations ont une fonction similaire mais plus larges que les groupements : une association peut inclure plusieurs groupements.

Partenaires de l'aide :

Au moment du diagnostic REACH, plusieurs ONG locales, nationales et internationales menaient des projets dans la ville. Le tableau ci-après représente les activités des partenaires d'aide qui ont été rapporté par les autorités locales, et les membres de la communauté rencontrés pendant l'évaluation REACH.

Cartographie des acteurs

SECTEUR	ORGANISATION
Désarmement, démobilisation, réhabilitation et réintégration (DDRR)	ACTED Réinsertion des ex-combattants et jeunes vulnérables (formation professionnelle et appui psycho-social) MINUSCA Formation des ex-combattants et jeunes vulnérables via le projet CVR[3] (Réduction de violences communautaires)
Déplacement	ACTED Profilage des sites dans la localité, distribution de kits NFI UNHCR Évaluation sur le déplacement
Abri	ACTED Appui à la construction des maisons pour les retournés
Santé	IMC Appui financier et matériel à l'hôpital préfectoral, gestion des cliniques mobiles ACTED Sensibilisation sur COVID-19
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	ACTED Réhabilitation des forages, construction de latrines AWCA Construction de forages, formation des artisans réparateurs et comités de gestion Triangle Réhabilitation des forages
Activités génératrices de revenu (AGR)	ACTED Appui aux groupements non agricoles Triangle Appui aux groupements agricoles, élevage et pêche
Éducation	APADE Appui financier aux écoles (paiement des maître parents) Triangle Formation et prise en charge de maître parents ONG locales fabrication des tables bancs pour le lycée de Birao
Sécurité alimentaire	PAM Distribution de vivres
Infrastructure	MINUSCA Construction de bâtiments communautaires et administratifs
Protection	APADE Protection de l'enfant WarChild Activités concernant les enfants soldats

[3] Le programme pour la réduction de violences communautaires (CVR) est un projet de la MINUSCA en lien avec l'UENPDDRR, qui appuie la stratégie politique de la Mission en encourageant le dialogue communautaire à l'appui des accords locaux de cessez-le-feu et de paix et des efforts de paix plus larges visant à mettre fin à la violence et à créer un cadre pour le règlement des conflits au niveau local, afin d'améliorer la sécurité et de contribuer à la protection des civils.

Gouvernance locale

REPRÉSENTATION

Selon les participants aux groupes de discussion communautaires, les autorités avec qui la population est le plus en contact sont le maire et les chefs locaux (chefs de bloc, de site, de quartier et de groupement). Ces acteurs sont contactés principalement pour la gestion des problèmes ou litiges.

Les acteurs qui disposent de la plus grande confiance de la part de la communauté sont le Sultan-Maire (du fait, selon les participants aux groupes de discussion, de sa position d'autorité et de son caractère honnête), le Préfet (du fait de sa position d'autorité et de son rôle dans la sécurité) et la MINUSCA (à cause de leur rôle dans la sécurité). Les chefs locaux disposent également de la confiance de la population, selon les participants aux groupes de discussion.

Les autorités locales communiquent avec les habitants de la ville principalement via les chefs locaux, ou via la convocation d'une réunion de toute la communauté. Ils utilisent également la radio communautaire de manière ponctuelle.

Concernant la communication des habitants envers les autorités, les membres de la communauté et les autorités locales ont mentionné une chaîne de communication débutant avec les chefs locaux, qui communiquent avec le maire, qui communique ensuite avec le sous-préfet et le préfet. Les autorités locales ont toutefois insisté sur le fait que les habitants peuvent venir les voir individuellement, sans avoir besoin d'une invitation.

Les OSC ont rapporté qu'elles utilisent la radio communautaire, où la mobilisation avec mégaphone, pour communiquer avec la population. Selon ces représentants des OSC, les réunions régulières des OSC fournissent une occasion pour les habitants de Birao de communiquer avec les OSC.

JUSTICE

Selon les autorités locales interrogées et les participants aux groupes de discussion communautaires, il y a deux tribunaux à Birao : le tribunal coutumier et le tribunal pénal. Le tribunal coutumier est géré par la mairie et le tribunal pénal est géré par le procureur.

Selon les autorités locales interrogées, la plupart des litiges sont gérés entre les parties eux-mêmes, ou avec l'assistance des chefs de quartier et chefs de groupement. Si un conflit dépasse les chefs locaux, il est géré par le tribunal coutumier. Ces mécanismes de justice gèrent les conflits via la médiation.

Le tribunal pénal gère les litiges les plus sérieux, comme les menaces armées. Néanmoins, si un conflit concerne des tensions communautaires, les autorités traditionnelles ont rapporté qu'ils le gèrent rapidement pour éviter une escalade.

Selon les autorités locales, les policiers et gendarmes peuvent être impliqués dans tous les mécanismes de gestion de conflit si besoin, surtout s'il y a un risque de violence.

FONCIER

QUARTIERS :

Chaque quartier est géré par un chef de quartier qui est élu tous les dix ans. Selon les autorités locales, un nouveau quartier peut être créé quand un ensemble de ménages s'installent dans un endroit. Selon un chef de quartier adjoint interrogé, le premier chef de quartier est traditionnellement un membre du premier ménage arrivé sur place.

Plusieurs autorités locales ont mentionné que les quartiers peuvent également être divisés quand la population devient trop importante pour un seul chef de quartier. Cela aurait été le cas pour les quartiers de Lamena 1 et Lamena 2, ou Siriri 1 et Siriri 2, par exemple. Selon la plupart des autorités locales, ce serait les seuls changements au sein des quartiers de Birao ayant eu lieu les années précédentes.

Selon les autorités locales et les membres de la communauté, à Birao, la propriété foncière est gérée par la mairie. Les habitants peuvent acheter des parcelles vierges auprès de la mairie : il y a un prix fixe selon la taille de la parcelle demandée. La Mairie donne ensuite une attestation officielle au propriétaire de la parcelle. Tous les répondants à Birao, autorités locales et membres de la communauté, avaient une bonne connaissance du système décrit ci-dessous pour l'appropriation des parcelles.

MAISONS :

L'achat d'une nouvelle parcelle se fait auprès de la mairie, qui délivre ensuite une attestation de propriété. Le prix varie selon la taille de la parcelle.

Tous les répondants interrogés ont rapporté que ce système fonctionne bien à Birao. Néanmoins, quelques autorités ont mentionné certains problèmes :

- Si une personne achète une parcelle, et quitte ensuite la zone avant de construire sur la parcelle, sa parcelle risque d'être occupée par une autre personne pendant son absence ;

- Si l'attestation de propriété a été détruite pendant la crise, il peut être difficile d'identifier le propriétaire d'une parcelle en cas de litige.

Gouvernance locale

FONCIER (suite)

LIEUX DE TRAVAIL :

Environs la moitié des autorités locales, institutionnelles et coutumières, ont mentionné que si des boutiques sont abandonnées sur le marché, elles seront rapidement occupées par d'autres commerçants. Ceci serait le cas avec plusieurs boutiques abandonnées pendant la crise de 2019.

Les autorités locales ont rapporté que cela peut créer des problèmes si l'occupant originel de la boutique revient. Dans ce cas, selon les autorités locales, le nouveau commerçant devraient laisser la boutique au premier occupant. Une autorité locale a suggéré qu'une compensation pourrait être versée aux occupants actuels des boutiques pour prendre en compte les éventuels investissements faits dans la boutique.

Le Sultan-Maire est désigné par la majorité des répondants comme l'autorité responsable pour gérer les tensions sur les marchés.

CHAMPS :

Des autorités locales ont rapporté qu'il n'existait pas un système de gestion des parcelles pour l'agriculture comme pour les parcelles des maisons. Ceci s'expliquerait par la grande taille de la zone de culture par rapport aux nombre de cultivateurs à Birao, qui réduirait de facto la concurrence foncière entre agriculteurs. Néanmoins, quelques autorités ont mentionné les disputes entre les agriculteurs sur la délimitation des champs.

La plupart des répondants ont mentionné des conflits entre éleveurs et agriculteurs, qui existeraient à Birao depuis longtemps. Selon les autorités locales interrogées, ces conflits entre éleveurs et agriculteurs sont gérés par médiation, avec le paiement d'une amende. Selon une autorité locale, le chef de secteur préfectoral de l'Agriculture décide du montant de l'amende. Plusieurs autorités locales ont mentionné qu'il y a des représentants pré-identifiés des communautés des éleveurs et agriculteurs qui peuvent être appelés pour gérer un conflit entre des membres de leurs communautés.

[4] Le projet LONDO (« debout » en Sango) de la Banque Mondiale a pour ambition de fournir un emploi temporaire aux personnes vulnérables et de faciliter l'accès aux services de base sur l'ensemble du territoire national.

COHÉSION SOCIALE

Les participants de tous les groupes de discussion ont jugé que la cohésion sociale à Birao était « bonne » ou « excellente ». Selon les participants aux groupes de discussion communautaires et les autorités locales, toute la population circule librement dans la ville sans risque sécuritaire. Des réunions de réconciliation entre les différents groupes de la population se sont tenues, notamment le Pacte de Réconciliation entre les communautés du Nord-Est, signé par tous les chefs de race, autorités locales, et autorités religieuses de la Vakaga, du Bamingui-Bangoran et de la Haute-Kotto le 10 novembre 2020. En janvier 2022, des réunions de réconciliation ont eu lieu entre les autorités locales, communautaires et religieuses de Birao, et les représentants des réfugiés de Birao demeurant actuellement au Tchad.

Quelques autorités locales ont cité des risques de dégradation de la bonne cohésion sociale à Birao : l'escalade des conflits entre différentes familles, le chômage parmi les jeunes, ou le non-respect des accords de paix par les groupes armés qui se trouvent ailleurs dans le Nord Est.

Les autorités communautaires (chefs locaux, chefs de race et Sultan-Maire), et le comité de sages, sont les principaux médiateurs dans les cas de tensions sociocommunautaires. D'autres acteurs dans la ville sont actifs dans la sensibilisation et la promotion de la cohésion sociale : les autorités locales, les organisations de la société civile, les ONG nationales, les leaders religieux et la plateforme religieuse.

Les habitants de Birao ont rapporté de nombreuses activités, qui sont actuellement pratiquées dans la localité, et qui contribuent à la bonne cohésion sociale dans la ville :

- Projets de DDRR (ACTED et MINUSCA)
- Projets LONDO[4]
- Nettoyage communautaire des écoles
- Travail économique en groupement
- Commerce
- Activités religieuses
- Mariage inter-ethniques
- Matchs de foot
- Fêtes nationales
- Sensibilisation par les autorités communautaires

Gouvernance locale

COHÉSION SOCIALE (suite)

Les exemples donnés (par des entretiens avec les autorités locales et des groupes de discussion avec les acteurs économiques) des activités économiques qui favorisent la cohésion sociale, sont principalement l'agriculture, qui est souvent pratiquée en groupement, et le commerce, en particulier le marché hebdomadaire qui réunit non seulement les habitants de Birao mais les habitants des villages aux alentours. La fabrication d'huile, le marché de bétail, la pêche, la maçonnerie, la gargotière, le mécanique et le taxi moto ont également été mentionnés.

La plupart de répondants ne pouvaient pas donner un exemple d'une activité économique qui nuit à la cohésion sociale. Ceux qui ont donné des exemples ont mentionné principalement le conflit entre les éleveurs transhumants et les agriculteurs.

GESTION DE CRISE

En cas de crise sécuritaire, les participants aux groupes de discussion ont rapporté consulter les autorités locales (le maire, les chefs locaux, le Préfet) ou les partenaires extérieurs (la MINUSCA, les ONG). Plusieurs autorités locales ont rapporté que les forces de sécurité (les gendarmes et la police nationale surtout) jouent un rôle important de protection des civiles dans la gestion des conflits armés.

La préfecture, la sous-préfecture et la mairie ont rapporté qu'ils jouent un rôle important dans la gestion des crises, particulièrement en tant que médiateurs. Selon les entretiens avec les autorités locales, ces dernières ont travaillé avec tous les leaders communautaires dans les crises précédentes, pour faciliter la médiation et établir la paix, notamment à travers la création de plateformes de discussion.

Un de ses représentants a souligné le fait que le maire devrait en principe être un acteur de la réponse matérielle aux crises environnementales et humanitaires (par exemple aux inondations) mais au moment de l'évaluation, la mairie n'avait aucun financement pour délivrer de l'assistance aux victimes des crises humanitaires.

Toutes les OSC interrogées ont rapporté avoir joué un rôle dans la réponse à la crise de 2019. L'ONG nationale Action WASH Centrafrique (AWCA) a rapporté qu'elle a fait de la sensibilisation autour de l'EHA et la construction des forages pendant la dernière crise. Selon les représentants de l'association de la jeunesse, celle-ci a joué un rôle important de sensibilisation dans les crises passées. L'association des femmes veuves a également fait de la sensibilisation à la paix et à la cohésion sociale sur les sites de déplacés et à l'hôpital. L'ONG locale Réseau Communautaire pour la Protection de l'enfant (RECOPE) a fait de la sensibilisation à la paix, la cohésion sociale et les violences basés sur genre (VBG). L'Association des Femmes Musulmanes a fait la sensibilisation sur la cohésion sociale. La Croix Rouge centrafricaine (CRCA) a rapporté jouer un rôle important dans le secours aux blessés pendant les conflits. L'organisation a également rapporté les distributions de biens non-alimentaires et d'eau pendant la crise de 2019. Pourtant, pendant cette dernière crise, la Croix Rouge Centrafricaine (CRCA) a eu des difficultés pour réaliser ces distributions à cause d'un manque de matériel et l'insécurité au sein de la ville.

Diagnostic des capacités institutionnelles

En tant que chef-lieu préfectoral, Birao rassemble de nombreuses autorités locales et services déconcentrés de l'État (voir cartographie des acteurs, p.10). Les services qui se sont rendus disponibles pour répondre à l'enquête de diagnostic institutionnel ont été la mairie, la sous-préfecture et le secteur scolaire.

La Mairie :

Le conseil municipal de Birao est composé d'un président de la délégation spéciale,[5] qui est le sultan, de deux vice-présidents, de deux conseillers municipaux et d'un comptable qui travaille au niveau de l'état civil. Il y a également deux policiers municipaux qui travaillent depuis environ dix ans et un agent d'hygiène, chargé de nettoyer le marché, pour un total de 12 personnes travaillant pour la mairie de Birao. Finalement la mairie prend en charge quatre agents de santé communautaires qui travaillent dans l'hôpital préfectorale.

Le représentant de la mairie a confié que cinq conseillers ont été nommé en 2020, mais un est décédé, un autre est malade et un a désisté. Le conseil municipal devrait se tenir en principe trois fois par année. Mais depuis 2020 (date du mandat de la délégation actuelle), ce conseil n'a jamais eu lieu. Selon le comptable de la mairie de Birao, le dernier budget du conseil municipal tenu avant 2020 était de 17 000 000 Francs Centrafricaines (FCFA).

Tous les membres du personnel de la mairie ont un contrat à durée indéterminée et perçoivent un salaire qui est jugé faible et payé de façon irrégulière.

La mairie de Birao dirige principalement le tribunal coutumier et veille au bon fonctionnement des travaux de salubrité au sein du marché et au niveau de toute la ville avec l'appui des partenaires internationaux présents. Les services existants au sein de la mairie sont :

- L'état civil ;
- Le tribunal coutumier ;
- La voierie (le service d'hygiène).

Théoriquement, les principales ressources financières de la mairie sont les subventions annuelles de l'État, les ressources de l'état civil, les taxes collectées sur les marchés et les taxes de stationnements des véhicules. Suites aux conflits armés dans la localité, la mairie n'est pas en capacité de percevoir les taxes communales en vigueur : les subventions de l'Etat sont fournies par avion, mais d'une façon irrégulière. Le principal poste de dépense de la mairie est le paiement des salaires du personnel. Par ailleurs, la mairie éprouve beaucoup de difficultés matérielles, en particulier un manque de fournitures bureautiques et sollicite de ce fait un appui de la part des partenaires extérieurs.

La nouvelle loi n° 20-008, datant d'avril 2020, définit le nouveau cadre de la décentralisation en République centrafricaine. Les collectivités territoriales ont toujours pour mission d'administrer et aménager leur territoire, d'encourager le développement économique, social et environnemental local. Elles doivent également disposer des forces publiques nécessaires pour le maintien de l'ordre.

En particulier, le statut des communes a été révisé. Contrairement à l'ordonnance 88, les communes n'ont plus le statut de délégations spéciales, mais disposent, dans les textes, d'une autonomie administrative et financière. Elles jouissent de compétences propres (voirie, assainissement public, gestion de l'Etat civil et du domaine, aide sociale et police communale) et partagées avec l'Etat central (précisées par décrets). Le maire et ses adjoints sont élus par et parmi les membres du conseil municipal, élus eux par la communauté au suffrage universel direct. Le nombre de conseillers municipaux est fixé par ladite loi, dépendamment du nombre d'habitants résidant dans la commune. Ils sont élus pour un mandat de 7 ans. Le nombre d'adjoints au maire dépend également de la taille de la commune (2 adjoints pour une commune de moins de 20 000 habitants). Le conseil municipal devrait se réunir en sessions ordinaires deux fois par an.

Les services déconcentrés de l'Etat assistent quant à eux les collectivités dans l'exercice de leurs missions, dans leurs domaines de compétences techniques respectifs. Les agents des services techniques sont placés sous l'autorités des directeurs de région.

La préfecture et la sous-préfecture :

La préfecture et la sous-préfecture sont dirigées respectivement par le préfet et le sous-préfet, chacun avec un secrétaire général. Les membres du personnel de ces institutions sont nommés par décret présidentiel. La sous-préfecture fonctionne sur la base de subventions annuelles envoyées par le gouvernement. Cependant, cette institution éprouve des difficultés financières dues au manque de ressources personnelles, l'empêchant ainsi de réaliser pleinement ses missions.

[5] Le loi 20-008 prévoit l'élection des maires mais en pratique, le gouvernement nomme des délégations spéciales avec à leur tête un ou une président(e) qui assure les fonctions de maire.

Diagnostic des capacités institutionnelles

Le secteur scolaire :

Concernant le service de l'éducation, le chef de secteur scolaire, le proviseur du lycée et l'inspecteur académique F1 sont tous basé sur place à Birao. Néanmoins, lors de l'évaluation, les autorités éducatives ont rapporté que les 16 enseignants titulaires de la préfecture n'avaient pas pris leur poste. Selon le représentant du secteur scolaire, ce serait à cause d'une peur de l'insécurité et de la longue distance entre Birao et la capitale. Par conséquent, les membres du personnel existants des écoles sont principalement les maîtres-parents, qui n'ont pas de contrat direct avec l'institution, mais sont rémunérés momentanément par les parents d'élèves après une entente avec l'APE.

Le principal rôle du service d'éducation serait les visites de supervision au sein des écoles, la formation des enseignants et l'organisation des examens. Le service de l'éducation dispose d'un bureau et d'une moto (bien qu'en très mauvais état). Selon son représentant, le service n'a aucune ressource financière. Par conséquent, les visites dans les écoles éloignées de la ville sont difficiles à cause du manque de carburant. Les autres projets et missions du service sont rendus difficiles par le manque de ressources financières : le recrutement et la formation des maîtres-parents, la construction et réhabilitation de bâtiments, et le fonctionnement quotidien du service.

Diagnostic des capacités des OSC

Plusieurs OSC et ONG locales sont présentes à Birao (voir cartographie des acteurs p.10). Parmi ces organisations, six ont été disponibles pendant l'évaluation REACH pour un entretien approfondi : l'association de la Jeunesse, CRCA, l'association des femmes veuves, l'association des femmes musulmanes, AWCA et RECOPE. Pour une idée générale des activités des OSC dans la ville voir Cartographie des Acteurs p.10.

Selon les représentants des OSC rencontrées, les membres de ces associations sont membre depuis un à cinq ans. Toutes les organisations ont un président, la plupart élu localement par les membres de l'association. L'Association de la Jeunesse, le CRCA et AWCA disposent de salariés tandis que les associations des femmes, et RECOPE s'appuient uniquement sur les bénévoles.

Toutes ces associations disposent des bureaux dans la ville, et la CRCA, la Jeunesse, CRCA, AWCA, et l'Association des femmes musulmanes sont liés aux bureaux nationaux à Bangui. Quelques associations sont hébergés dans des lieux communautaires, comme RECOPE qui se trouve au milieu du lycée de Birao (voir carte générale) et les associations des femmes qui utilisent la maison des femmes.

Les ressources financières des OSC sont principalement les cotisations hebdomadaires des membres. Certaines organisations reçoivent le financement depuis leurs organisations mères à Bangui, ou via les partenariats avec des ONG internationales ou les Nations unies. Les représentants des OSC ont également mentionné que le but principal du plaidoyer pour eux est la recherche de financement.

La plupart des représentants rencontrés ont rapporté que les organisations de la société civile de Birao collaborent souvent ensemble. Elles ont donné les exemples suivants :

- Réunions (par exemple les réunions des clusters, où les réunions de toutes les associations des femmes, organisée par l'OFCA) ;
- Assainissement des lieux publiques ;
- Travail économique en groupement ;
- Réunions pour organiser les fêtes nationales.

L'organisation des fêtes nationales serait la principale occasion des associations locales de travailler avec les organisations institutionnelles.

Toutes les organisations rencontrées ont plusieurs activités en cours, ainsi que des activités qu'elles souhaiteraient faire s'ils avaient plus de ressources :

ASSOCIATION DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS ACTUELLES :
- Sensibilisation des jeunes sur la cohésion sociale et COVID-19, via les jeux associatifs, les discussions publiques
- Plaidoyer auprès de WarChild pour construire un terrain de basketball et volley, et améliorer le stade municipal
- Organisation des fêtes

ACTIVITÉS SOUHAITÉES :
- Plaidoyer auprès du gouvernement central pour la sécurité
- Aide aux personnes vulnerables pour construire leur abris
- Création des groupements de la jeunesse pour la culture vivrière et maraîchère
- Nettoyage de la ville
- Création des clubs de football dans les grands villages autour de la ville
- Création des cellules de l'association de la jeunesse dans la peripherie

BESOINS :
- Matériel de sensibilisation (sonorisation et moyen de transport) ;
- Formation/ renforcement de capacités des membres.

ASSOCIATION FEMMES VEUVES

ACTIVITÉS ACTUELLES :
- Travail en groupement (agriculture et élevage)
- Tontines
- Sensibilisation sur la cohésion sociale

ACTIVITÉS SOUHAITÉES :
- Construire un enclos pour le bétail
- Etablir une parcelle dediée à l'association
- Sensibilisation aux filles de rester à l'école, et contre le mariage précoce et la VBG
- Distribution aux personnes vulnerables (agées et déplacées)

BESOINS :
- Moyens financiers
- Intrants agricoles et semences
- Formation sur les associations villageoises d'épargne et crédit (AVEC) et les AGR, en particulier l'élevage

Diagnostic des capacités des OSC

AWCA

ACTIVITÉS ACTUELLES :
• Construction et réhabilitation des forages ;
• Sensibilisation en milieux scolaires et dans les quartiers sur le lavage des mains et l'importance de la qualité d'eau ;
• Formation des comités de gestion des points d'eau (CGPE)

ACTIVITÉS SOUHAITÉES :
• Réhabilitation des forages sur les axes ;
• Construction des châteaux d'eau dans la ville de Birao, Boromata et Amdafock ;
• Intensification de la sensibilisation (recrutement des animateurs) ;
• Elargir les secteurs d'intervention vers l'éducation, la VBG, l'abris, l'agrictulure et l'élevage.

BESOINS :
- Moyens financiers
- Outils de travail en sensibilisation
- Outils de travail en EHA
- Outils de travail généraux (transport et bureau).

FEMMES MUSULMANES

ACTIVITÉS ACTUELLES :
• Tontine
• Organisation de la plate-forme église-mosquée pour promouvoir la cohésion sociale
• Culture maraichère en saison sèche sur le site Yata
• Appui aux personnes vulnerables (orphelins, déplacés et agés)

ACTIVITÉS SOUHAITÉES :
• Sensibiliser au retour les réfugiés au Soudan
• Sensibiliser les filles et garçons pour réduire les VBG
• AGR : agriculture, commerce, couture et autres
• Formations professionnelles
• Etablir les AVEC

BESOINS :
- Moyens financiers
- Équipements de sensibilisation
- Équipements agricoles (charrues et bœufs)

CRCA

ACTIVITÉS ACTUELLES :
• Sensibilisation sur les « gestes qui sauvent »
• Distribution des semences
• Nettoyage des écoles

ACTIVITÉS SOUHAITÉES :
• Elargir la sensibilisation pour couvrir tous les quartiers de Birao et les axes aux alentours ;
• Réaliser les activités dans les secteurs d'AGR, agriculture, travaux d'intérêt collectif, et lutte contre la pauvrété.

BESOINS :
- Moyens de déplacement
- Formation
- Visibilité et mégaphones
- Fournitures bureautiques

RECOPE

ACTIVITÉS ACTUELLES :
• Sensibilisation à la protection de l'enfant, pour le retour des enfants à l'école et sur le COVID19
• Assistance auprès des enfants hospitalisés
• Plaidoyer et sensibilisation sur la VBG
• Sensibilisation au retour des enfants à l'école
• Discussions publiques éducatives

ACTIVITÉS SOUHAITÉES :
• Etendre les activités sur les axes
• Sensibilisation sur la réduction des VBG
• Appuyer les enfants dans la scolarisation (accompagnement des enfants, appui aux orphelins)
• Promouvoir les droits des enfants
• Mettre en place des AGR
• Organiser des séances de formation pour les leaders communautaires

BESOINS :
- Moyens financiers
- Équipement de sensibilisation (visibilité et banderoles)
- Moyens de déplacement
- Équipement de bureau

Services de base

RÉSUMÉ

Selon les participants aux groupes de discussion avec les chefs de groupement, les membres de la communauté déplacés, et les membres de la communauté non déplacée, le principal problème des services de base à Birao réside dans leur insuffisance. La qualité des services est en générale bonne, et tous les groupes de population y ont accès. Pourtant, les participants aux plusieurs groupes de discussion ont mentionné que trois groupes font face à des difficultés supplémentaires : les déplacés, les femmes, et les jeunes.

Les femmes font face aux vulnérabilités sanitaires liés à l'accouchement, et dans le cas des conflits, elles sont vulnérables aux VBG. Après les conflits, les femmes veuves sont très vulnérables économiquement.

Les jeunes sont particulièrement affectés par le taux élevé de chômage dans la ville, et les jeunes filles sont vulnérables aux mariages précoces. Dans les cas de conflit les jeunes sont vulnérables au recrutement forcé dans les groupes armés.

Pour les vulnérabilités des déplacés voir ci-dessous.

ABRI

PERSONNES DÉPLACÉS INTERNES (PDI) :

Il y a quatre sites de déplacés dans la ville de Birao : site Aérodrome, site Chinois, site MINUSCA et site Yata. Au moment de l'évaluation REACH, le site Yata était le seul site formel dans la localité. Le site Aérodrome se trouve à 10km de la ville de Birao, tandis que les trois autres sites se trouvent au centre-ville.

Selon les ateliers de cartographie, tout le monde, y compris les déplacés de tous les sites, peut circuler librement dans la ville. Les participants aux groupes de discussion ont rapporté que, pour les services d'eau, d'hygiène, d'éducation, de santé et des marchés, toute la communauté dispose du même accès. Néanmoins, des habitants (déplacés et non déplacés) de la ville ont rapporté quelques vulnérabilités pour les déplacés.

Vulnérabilités des déplacés, mentionnées par les participants aux groupes de discussion communautaires :[6]

Vulnérabilité	Nombre de groupes de discussion où le sujet a été mentionné
Manque de maison	5
Chômage / manque d'AGR	3
Manque de moyens financiers	3
Manque de nourriture	2
Manque d'eau potable	2
Manque de latrines[7]	1
Manque de soins sanitaires	1

Selon ces gestionnaires, le site Aérodrome dispose d'un point d'eau, d'une clinique mobile et d'une salle de réunion. Il n'y a pas de latrines, d'école, de marché ou de jardin d'enfants. Selon ces gestionnaires, le site Yata dispose de latrines et de points d'eau. Il existe un marché à côté du site MINUSCA.

Selon un chef de site, les groupements économiques et les associations de la société civile fonctionnent sur le site Aérodrome comme dans les quartiers de la ville (particulièrement les groupements des femmes et l'OFCA). Selon son représentant, il n'y a pas d'associations sur le site Chinois.

En août 2021, une partie du site Yata a été inondée : les habitants de la partie inondée sont partis vers d'autres sites. Un chef de site a rapporté que ces personnes ont perdu beaucoup de biens à cause des inondations, et qu'ils n'ont pas encore pu se réapprovisionner.

RÉFUGIÉS :

Tous les répondants à Birao ont raconté qu'une partie des déplacés de la ville de Birao se sont déplacés hors de la ville, surtout au Tchad ou Soudan. Selon un atelier de cartographie avec les autorités locales, ces réfugiés viennent de tous les quartiers de la ville, mais particulièrement les quartiers suivants : Lamena (1 et 2), Siriri (1 et 2), Kpéténé, Djamal (2,4,5), Darnaïme, Ambassatna, Aboudja (1 et 2), Ardo, Rounga (1 et 2), Montagne, Tambaye (2,3,4).

[6] N = 6 groupes de discussion : femmes non déplacées, hommes non déplacés, déplacés du site Yata (mixte), déplacés du site Chinois (mixte), déplacés du site MINUSCA (mixte), déplacés du site Aérodrome (mixte). A noter que ces réponses ne sont pas statistiquement représentatives de la population de Birao.
[7] Les habitants du site Aérodrome ont rapporté ce besoin. Ce site ne dispose d'aucune latrines.

Services de base

ABRI (suite)

Au moment de l'évaluation REACH, les autorités locales rencontrées ont rapporté que la communauté était en train de se préparer pour le retour de ces réfugiés. Le 27 janvier 2022, s'est tenue une réunion entre les délégués des réfugiés, les autorités locales et traditionnelles de Birao et les partenaires d'aide pour planifier un appui au retour de ces réfugiés.

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS SELON LA COMMUNAUTÉ :

Selon les autorités locales et membres de la communauté rencontrés, tous les déplacés veulent retourner dans leurs quartiers d'origine dans la ville. Au moment du diagnostic REACH, certains ménages, en provenance des quatre sites, et certains ménages réfugiés, étaient déjà de retour.
Selon les chefs de sites rencontrés, le processus de retour pour les déplacés est graduel. Les déplacés commencent à reconstruire leurs maisons, petit à petit, selon leurs moyens. Le retour apparaît donc plus difficile pour les déplacés éloignés de la ville, et pour ce qui n'ont pas assez de moyens pour commencer à construire eux-mêmes leur nouvel abri ou maison. Un chef de site a rapporté que pour les réfugiés, ils reviennent d'abord au famille d'accueil, pour quelques mois, avant que leurs maisons soient assez construites pour y habiter.

Barrière 1 : Maisons détruites et manque de moyens de construction :

Tous les répondants s'accordent sur le fait que tous les quartiers ont été touchés par la destruction. Néanmoins, certains quartiers restent particulièrement détruits. Les plus souvent cités ont été Djamal (1,2,3,4,5), Darnaïme, Ambassatna, Aboudja 1, Ardo et Rounga (1,2). Les quartiers de Siriri (1,2), Kpéténé, Aboudja 2, Montagne, Tanko, Songo et Tambaye (2,3,4) ont également été cités comme ayant subi des dommages particuliers, mais par moins de répondants.

Barrière 2 : Manque d'AGR et dépendance sur les distributions sur les sites de déplacés :

La plupart des autorités locales ont rapporté qu'il n'y a aucune AGR sur les sites de déplacés. Une autorité l'expliquait par la perte des moyens d'AGR (par exemple des machines à coudre ou des troupeaux de cabris) pendant la crise, et par le manque d'accès à leurs champs pour cultiver. Selon les acteurs économiques et quelques autorités locales interrogés, il semblerait que certains résidents des sites ont pu recommencer l'agriculture, le commerce ou les petits métiers comme la couture ou la réparation de radios. Ce manque d'AGR empêche par exemple les déplacés de financer la reconstruction de leurs maisons. Certains représentants des sites ont également évoqué le manque d'opportunités d'AGR pour les déplacés dans leurs quartiers d'origine.

Barrière 3 : Manque de moyens de transport

Selon les participants aux groupes de discussion avec les membres de la communauté, tous les déplacés et réfugiés ont besoin d'appui en transport pour revenir dans leurs quartiers d'origine, y compris ceux qui sont dans les sites de déplacés en centre-ville.

Barrière 4 : Manque de sécurité

Plusieurs participants aux groupes de discussion avec les membres de la communauté déplacée ont rapporté que tout le monde reviendra dans leur quartier d'origine « s'il y a la sécurité ».

La grande majorité de participants ont rapporté qu'il n'y a aucune barrière foncière au retour des déplacés. Selon les autorités locales et les représentants des déplacés interrogés, les déplacés vont tous retourner vers leurs parcelles originales (voir Territoire p. 6 pour les informations foncières à Birao).

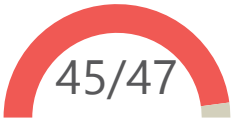
Services de base

EAU

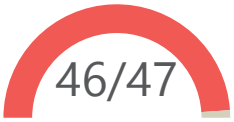
RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

La ville de Birao compte 51 points d'eau : 46 pompes à main, trois sources aménagées, une fontaine publique et une citerne mobile.

47/51 points d'eau sont fonctionnels : quatre points d'eau ne fonctionnent plus, principalement à cause de la destruction.



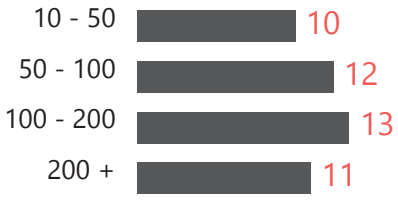
points d'eau fonctionnels sont jugés potables par leur gestionnaire



points d'eau fonctionnels sont utilisés pour boire selon leur gestionnaire

36/47 points d'eau se trouvent à moins de 30 minutes de marche des utilisateurs. Cependant, pour 16/47 points d'eau le temps d'attente est plus de 30 minutes.

Nombre moyen d'utilisateurs par jour selon les gestionnaires des points d'eau :[8]



21/47 points d'eau ont vu une augmentation de leur utilisation au cours des deux dernières années. Seul un point d'eau a vu une diminution d'utilisateurs. L'augmentation serait principalement due à une hausse de la population dans la localité ou à la destruction d'un points d'eau à proximité.

22/47 points d'eau sont payants à hauteur de 250 ou 500 FCFA par mois.

Les gestionnaires de services ont rapporté être en communication avec les ONG nationales, ONG internationales, et chefs locaux, pour le fonctionnement de leur point d'eau

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :

- Manque de matériel
- Manque de ressources financières
- Manque de personnel qualifié

Huit points d'eau ont reçu une aide depuis leur construction : la plus souvent via la réhabilitation des bâtiments/ infrastructures, la dotation de matériaux de construction ou la fourniture des techniciens. six gestionnaires ont rapporté être satisfaits avec cet appui, tandis que deux ont rapporté que l'appui était insuffisant.

ACCÈS ET QUALITÉ DU SERVICE SELON LES GROUPES DE DISCUSSION :

1. Insuffisance de points d'eau :

La principale barrière, évoqué par les participants aux quatre des huit groupes de discussion, est l'insuffisance de points d'eau. Selon les ateliers de cartographie, les habitants font un parcours de 5 à 25 minutes pour puiser l'eau. Certains habitants transportent l'eau sur un âne ou « pousse » (une charrue poussée par une personne) mais d'autres transportent sur la tête exclusivement.
Cette insuffisance du nombre de points d'eau mène à une longue attente pour puiser l'eau : les participants d'un groupe de discussion ont mentionné qu'il y a parfois des bagarres entre les enfants qui attendent pour puiser l'eau.

2. Les points d'eau à Birao sont payants :

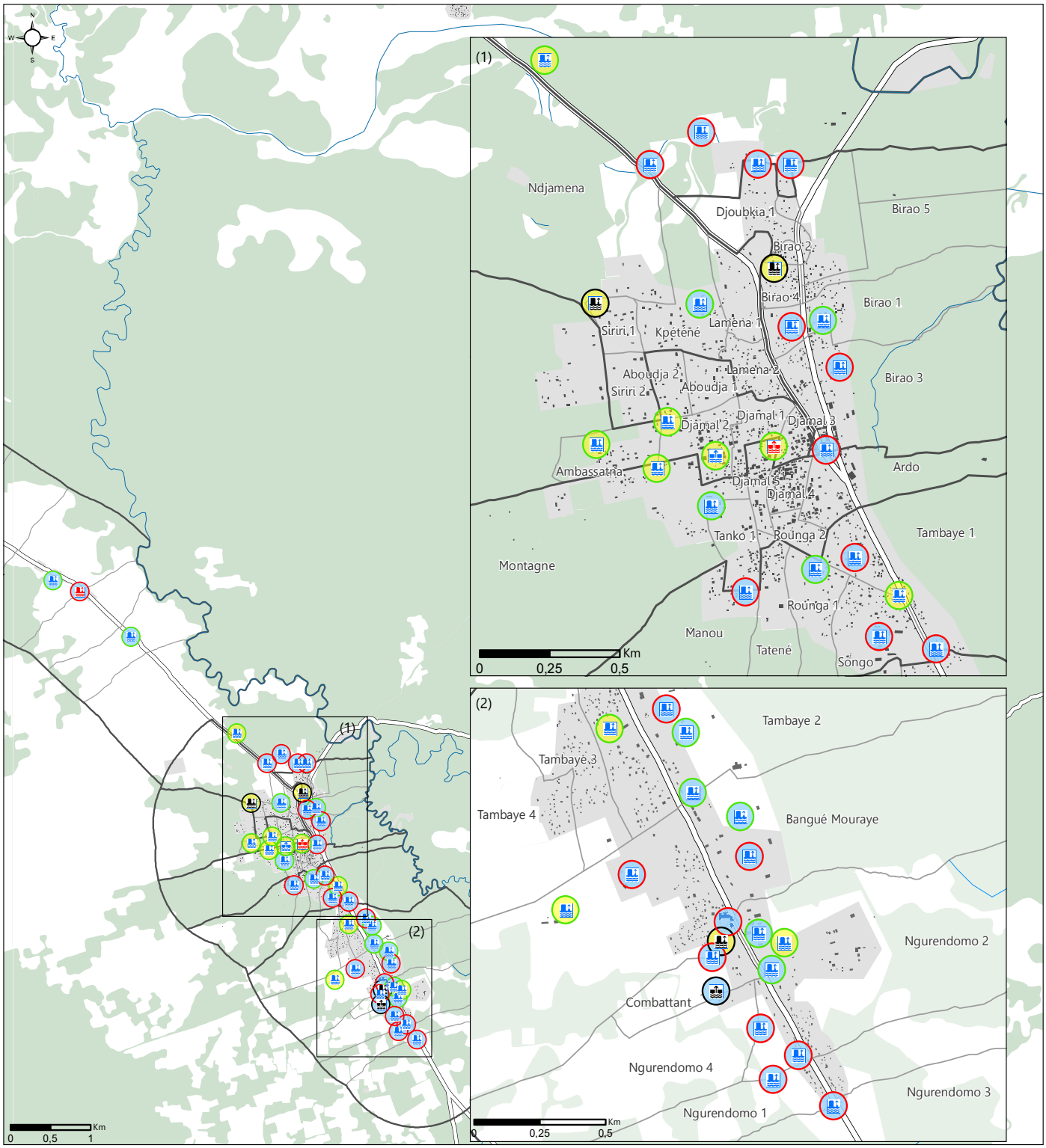
Les participants d'un groupe de discussion ont mentionné que le prix des points d'eau constitue une barrière d'accès pour ceux qui ne peuvent pas payer. Cependant, de nombreux participants aux groupes de discussion ont rapporté que l'ensemble de la communauté de Birao dispose d'un accès égal aux points d'eau.
Les participants d'un groupe de discussion ont précisé que les habitants utilisent les puits aménagés dans la ville, ou le fleuve, comme alternative lorsqu'ils n'ont pas d'accès aux points d'eau aménagés.

3. Les points d'eau existants sont de bonne qualité :

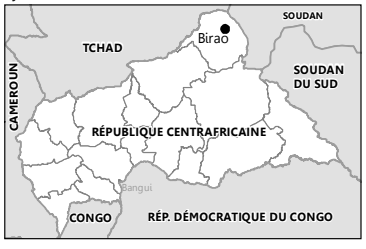
Les participants de tous les groupes de discussion s'accordent sur le fait que la grande majorité de points d'eau sont fonctionnels et de bonne qualité.

[8] Le gestionnaire d'un point d'eau n'était pas en mesure d'estimer le nombre moyen d'utilisateurs par jour.

Cartographie des services - Caractéristiques des points d'eau



Source des données : REACH 2022
Limite administrative : OCHA, 2021
Routes, bâtiments,usage du sol : OpenStreetMap Contributors
Système de coordonnées : GCS WGS 1984



- Limite de groupement
- Limite de quartier
- Bâti
- Zone résidentielle
- Cours d'eau
- Route principale
- Végétation

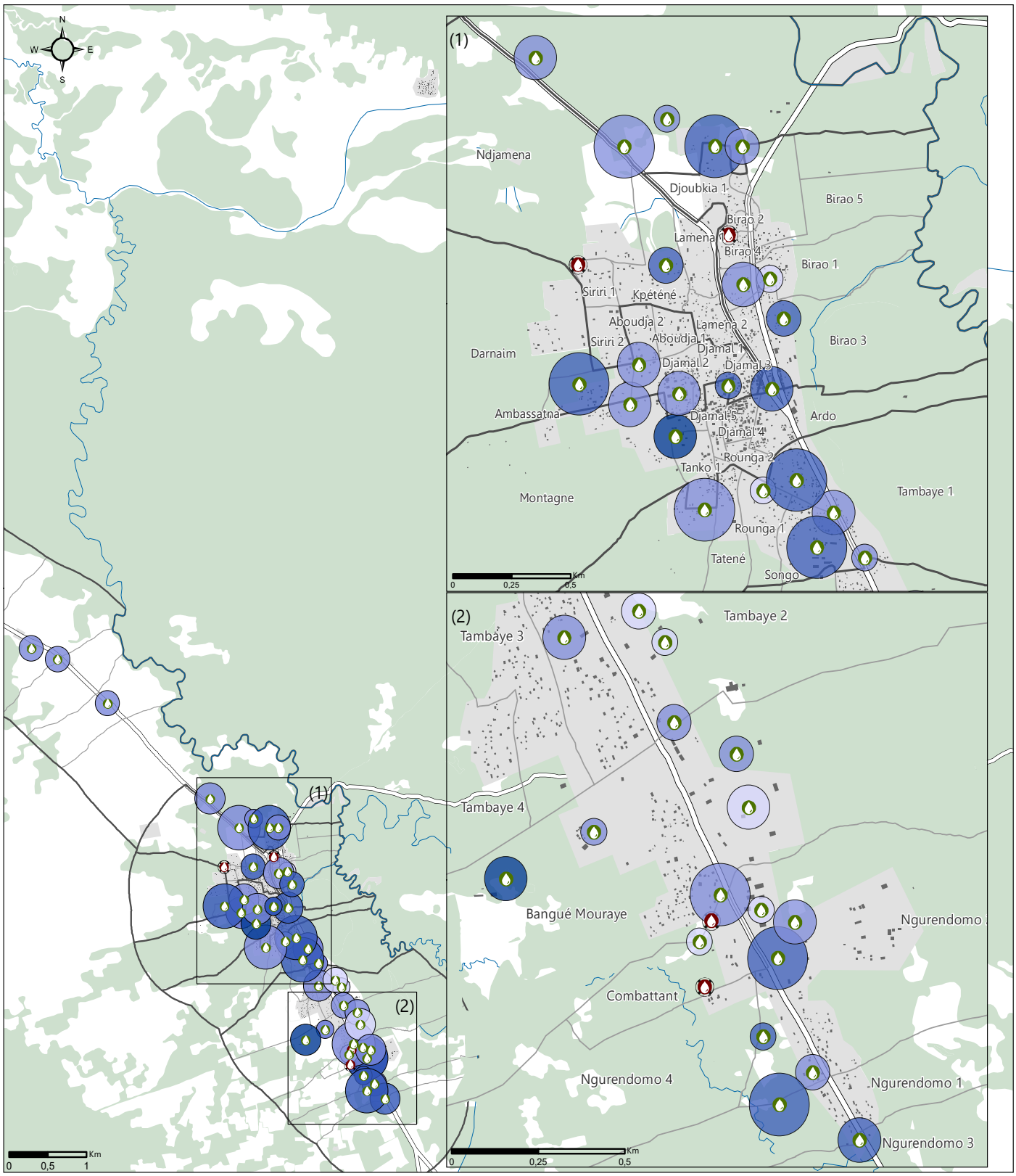
- Pompe à main fonctionnelle potable
- Pompe à main fonctionnelle non potable
- Pompe à main non fonctionnelle
- Source aménagée fonctionnelle potable
- Source aménagée fonctionnelle non potable
- Source aménagée non fonctionnelle
- Fontaine fonctionnelle potable

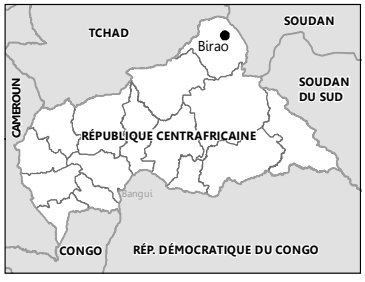
Eau payante
- Oui
- Non
- Pas d'information

Présence d'un COGES
- Oui
- Non

Note: Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.

Cartographie des services - Utilisation des points d'eau





Limite de groupement
Limite de quartier
Bâti
Zone résidentielle
Cours d'eau
Route principale
Végétation

Nombre de ménages / jour

> 201
101 -200
51 -100
10 -50
Pas de données

État du point d'eau

Fonctionnel
Non fonctionnel

Temps d'attente au point d'eau

Plus d'une heure
Moins d'une heure
Moins de trente minutes
Pas d'attente

Source des données : REACH 2022
Limite administrative : OCHA, 2021
Routes, bâtiments,usage du sol : ©OpenStreetMapContributor
Système de coordonnées : GCS WGS 1984

Note: Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.

HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Il y a six blocs de latrines communautaires à Birao : 1 bloc sur le marché central et cinq blocs de latrines sur le site Yata.

Les latrines sur le marché sont fonctionnelles et gratuites. Elles sont séparées par genre mais elles ne disposent pas de verrous.

RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

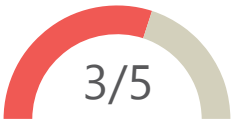
Parmi les cinq latrines sur le site :

blocs de latrines sont gratuites selon leur gestionnaire

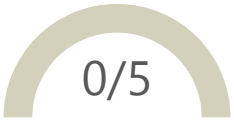
1/5 blocs de latrines sont pleinement fonctionnels : 4/5 blocs de latrines sont partiellement fonctionnels (à cause de conditions non hygiéniques ou un manque de maintenance).

1 bloc de latrines est inondé et donc non fonctionnel pendant la saison des pluies.

blocs de latrines ont un dispositif de lavage de mains



blocs de latrines ont un comité de gestion (COGES)



blocs de latrines sont séparées par genre

Les latrines sur le site Yata ont reçu de l'aide pour la réhabilitation des infrastructures et la sensibilisation de la population sur l'hygiène. 2/5 gestionnaires ont rapporté que cette aide était satisfaisante, tandis que trois gestionnaires ont rapporté que c'était inadapté, insuffisant et non durable.

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :

- Manque de moyens pour la maintenance
- Non-respect des règles de gestion des latrines

ACCÈS ET QUALITÉ DU SERVICE SELON LES GROUPES DE DISCUSSION :

Selon les participants des groupes de discussion, le nombre de latrines communautaires à Birao est insuffisant par rapport à la taille de la population.

De plus, les latrines existantes sont non hygiéniques par manque de matériel de maintenance (par exemple pioches, brouettes, et râteaux)

Finalement, les participantes d'un groupe de discussion avec les femmes ont mentionné qu'elles ne peuvent pas utiliser les latrines sur le marché à cause du mauvais emplacement. Elles ont également mentionné que le manque de latrines contraint les femmes à partir se soulager en brousse, où elles sont vulnérables aux risques d'agressions.

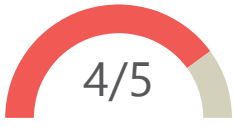
ÉDUCATION

Selon les ateliers de cartographie, la ville de Birao compte six écoles : cinq de Fondamental 1[9] (l'école préfectorale, école Toumou, école Djoubkia, école Nguerendomo et l'école Kafao) et le lycée. Il n'y a aucune école sur les sites de déplacés. L'équipe REACH a pu enquêter cinq des six écoles.[10]

RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

Au moment de l'évaluation REACH, seulement le lycée et l'école préfectorale disposaient des bâtiments durs. Par contre, les participants aux certains groupes de discussion ont mentionné que la communauté était en train de réhabiliter les autres structures.

écoles ont une latrine. L'école Toumou n'a pas de latrines



écoles ont un point d'eau potable. L'école préfectorale n'a pas accès à un point d'eau potable.

[9] La structure globale du système éducatif centrafricain, comprend les niveaux suivants : 3 ans préscolaires, 6 ans pour l'éducation primaire ou Fondamental 1 (F1), quatre ans pour le premier cycle l'éducation secondaire ou Fondamental 2 (F2), trois ans pour le second cycle de l'éducation secondaire, et quatre dernières années pour l'éducation supérieure. (Cluster Éducation, Stratégie Cluster Éducation République Centrafricaine, 2019-2021).

[10] L'école Kafao n'a pas pu être enquêtée.

ÉDUCATION (suite)

Le nombre d'élèves dans toutes les écoles de Fondamental 1 a beaucoup augmenté ces deux dernières années, du fait de l'augmentation de la population, et de la sensibilisation des communautés sur l'éducation.

170,3 nombre moyen d'élèves par salle de classe

2,8 nombre moyen d'enseignants qualifiés dans chaque école, contre 2,8 maîtres-parents.[11]

Le nombre d'étudiants au lycée a un peu diminué pendant les deux dernières années.

Selon les gestionnaires des écoles, les enseignants et les maîtres-parents à Birao sont formés, mais ils ont besoin d'un renforcement de capacités.

Toutes les écoles à Birao sont payantes, avec des frais mensuels de 500 FCFA.

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :

- Manque d'enseignants qualifiés
- Manque d'équipements de base et de matériel pédagogique
- Manque de ressources financières

ACCÈS ET QUALITÉ DU SERVICE SELON LES GROUPES DE DISCUSSION :

Au moment de l'évaluation, les écoles de Toumou, Nguerendomo et Djoubkia étaient récemment fonctionnelles à cause des initiatives de réhabilitation par la communauté. Selon les gestionnaires, toutes ces écoles étaient fonctionnelles mais un groupe de discussion avec la communauté a relevé que seules trois écoles des cinq dans la ville sont fonctionnelles.

Selon les participants des groupes de discussion, l'école préfectorale et le lycée sont utilisées par les élèves venant de toute la localité, mais les élèves des autres écoles viennent seulement des quartiers aux alentours. L'école Djoubkia est utilisée par les élèves du 1er, 2e et 7e groupements. L'école Toumou et Kafao sont utilisées par les élèves du groupement 7 et des villages aux alentours. L'école Nguerendomo est utilisée par les élèves venant du 6e groupement.
Deux ateliers de cartographie ont rapporté que les élèves font un trajet de maximum 45 minutes, à pied, pour arriver à l'école. La crise de 2019 a empêché les élèves de se rendre à l'école mais les membres de la communauté ont rapporté qu'il n'y a actuellement aucune barrière pour les élèves sur ce trajet, tandis qu'un groupe a mentionné un risque d'insécurité sur la route, particulièrement pendant la saison sèche.

Selon un atelier de cartographie avec les membres de la communauté, l'ONG APADE appuie l'école Nguerendomo et l'école préfectorale. APADE paye 35 000 FCFA, et la communauté paye 15 000 FCFA pour le paiement des maîtres-parents à l'école Nguerendomo. L'école préfectorale a été construite par l'État mais est actuellement financée par l'ONG APADE.

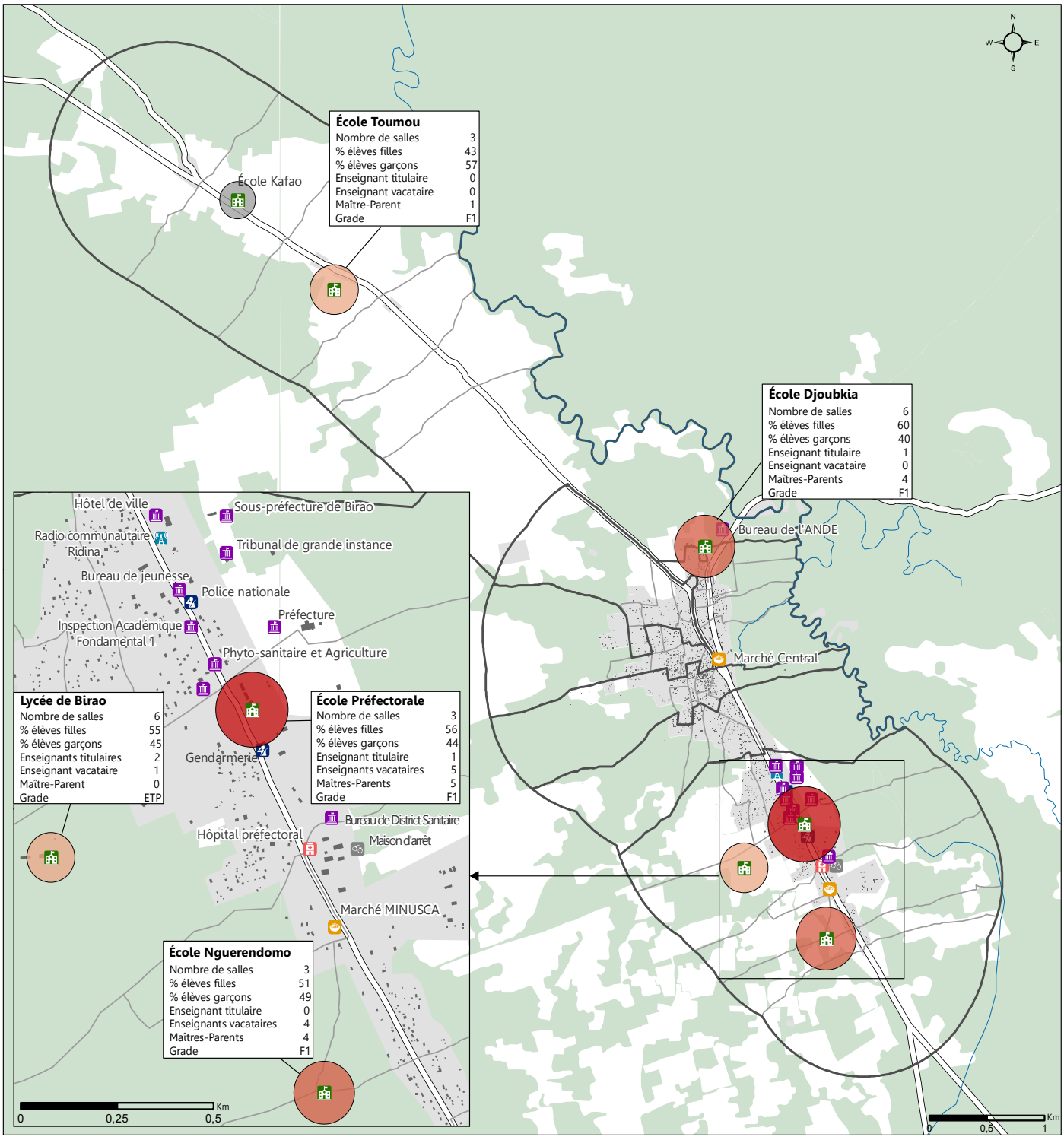
Selon les participants des groupes de discussion avec les membres de la communauté, la principale barrière à l'éducation est un manque d'enseignants qualifiés : la plupart des écoles fonctionnent uniquement avec les maîtres-parents. Selon une informatrice-clé du secteur humanitaire, il y a 16 enseignants affectés à Birao qui n'ont pas pris leur poste dans l'année 2022. La rentrée scolaire est retardée chaque année à cause du manque d'enseignants.

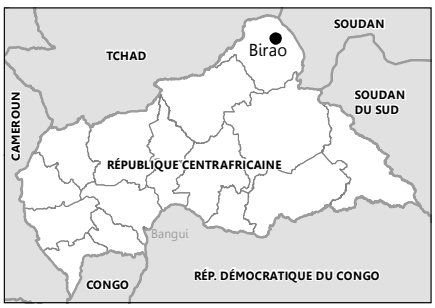
De plus, les membres de la communauté ont rapporté une forte insuffisance de salles et d'écoles par rapport au nombre d'élèves.
Ils ont mentionné un manque d'équipements (tables, tableaux, matériel didactiques) dans toutes les écoles.

Finalement, selon les membres de la communauté interrogés, tous les groupes de population ont accès aux écoles : la seule barrière serait pour les parents qui ne peuvent pas payer les frais de scolarisation.

[11] Les maître-parents sont les enseignants pris en charge par la communauté pour compenser l'absence des enseignants titulaires. Ils sont souvent peu formés. (Cluster Éducation, Stratégie Cluster Éducation République Centrafricaine, 2019-2021).

Cartographie des services - Infrastructures éducatives





Nombre total d'élèves par école

501 - 1250
251 - 500
140 - 250

Nombre moyen d'élèves par classe

150 et plus (Max 260)
51 - 150
37 - 50
Pas de données

- Administration
- Centre de santé
- École
- Force de sécurité intérieure
- Marché
- Etablissement pénitentiaire
- Radio

- Limite de groupement
- Limite de quartier
- Bâti
- Zone résidentielle
- Cours d'eau
- Route principale
- Végétation

Source des données : REACH 2022
Limite administrative : OCHA, 2021
Routes, bâtiments,usage du sol : ©OpenStreetMap Contributor
Système de coordonnées : GCS WGS 1984

Note: Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.

SANTÉ

RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

Il existe un centre de santé à Birao : l'hôpital préfectoral, qui peut accueillir 200 patients par jour. Selon son gestionnaire, l'hôpital est utilisé selon ses capacités (il n'est ni sur utilisé, ni sous utilisé).

Deux cliniques mobiles fournissent quelques soins basiques comme la pharmacie et la vaccination, et peuvent envoyer les cas graves à l'hôpital préfectoral, par rapport auquel elles accueillent moins de patients au quotidien.

Les consultations médicales à Birao sont gratuites.

Disponible dans les infrastructures de santé à Birao :	Non-disponible dans les infrastructures de santé à Birao :
• Point d'eau et latrines • Générateur (pannes régulières) • Ambulance • Une espace de quarantaine • Une pharmacie • Soins : vaccination, bloc opératoire, accouchement, pédiatrie, soins urgents, maladies infectieuses, soins pour victimes de violence sexuelle, appui psycho-social	• Thermomètres • Équipements de perfusion • Gants • Soins intensifs

Parmi les 36 personnel dans l'hôpital préfectoral de Birao il y a :

Le nombre de patients a beaucoup augmenté ces deux dernières années du fait de l'augmentation de la population, et du renforcement des soins offerts par l'hôpital.

Les trois services sanitaires à Birao ont reçu de l'aide du gouvernement et des ONG nationales : appui à la réhabilitation des bâtiments, sensibilisation de la population, et formation sur la gestion. Cet appui a été satisfaisant pour les cliniques mobiles, mais pour l'hôpital cet appui a été insuffisant.

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :

- Manque d'équipements de base (lits, brancards, matériel)
- Manque et mauvaise qualité de médicaments
- Manque de ressources financières
- Manque de matériel de communication pour la sensibilisation
- Faible décentralisation de paiement des salaires

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS SELON LA COMMUNAUTÉ :

Les membres de la communauté rencontrés ont rapporté une insuffisance de centres de santé. Il n'existe pas de postes de santé en périphérie de la ville et la population qui y réside doit venir à l'hôpital préfectoral. Les participants d'un groupe de discussion ont mentionné que ce trajet pouvait atteindre 25km.

La communauté a également souligné l'insuffisance généralisée des ressources à l'hôpital préfectoral : insuffisance de bâtiments et de lits par rapport au nombre de patients, insuffisance de médicaments, et insuffisance de personnel soignant qualifié, surtout d'accoucheuses.

Finalement, les participants aux groupes de discussion ont déploré le manque d'un service d'accueil à l'hôpital.

Économie locale: aperçu globale

SAISONNALITÉ

L'économie de Birao est fortement influencée par la saisonnalité : pendant la saison sèche l'économie est animée, et pendant la saison pluvieuse l'économie régresse du fait de l'impraticabilité des routes vers les autres villes, et surtout vers le Soudan.

Le Soudan constitue de loin la principale source d'approvisionnement de la ville. En saison pluvieuse, l'approvisionnement devient difficile, certaines marchandises deviennent rares, y compris les matériaux de travail, ce qui ralentit toute activité économique (au-delà du commerce et du transport). Cela alimente une hausse des prix et une diminution des AGR, ce qui participe également à réduire la demande pour certains produits et services.

Il y a deux principale stratégies d'adaptation au ralentissement de l'économie pendant la saison pluvieuse :

1. Adapter son activité économique, pour se concentrer sur l'agriculture ou l'élevage.
2. Etablir un stock de matériels/ marchandises pendant la saison sèche qui pourra être utilisé pendant la saison pluvieuse.

INSÉCURITÉ

Les secteurs économiques interrogés ont rapporté que l'insécurité a également beaucoup affecté l'économie de Birao depuis 2004. L'approvisionnement est affecté pendant toute l'année par les braquages sur les axes hors de la ville. Les répondants ont décrit qu'à partir de la première crise sécuritaire (2004), la ville est devenue enclavée : les échanges avec les autres villes de la RCA (Bria et Bangui) et avec le Soudan et le Tchad ont beaucoup diminué, et quelques entreprises menées par les Soudanais (par exemples les restaurants) ont disparu. Finalement, chaque épisode d'insécurité constitue un choc important, qui entraîne l'arrêt de toute activité économique et tout travail en groupement. Pendant ces périodes, la population se tourne vers le travail individuel pour survivre. Les répondants ont rapporté que l'économie de Birao n'a toujours pas complètement rebondie après le dernier épisode d'insécurité (2019). Au moment de l'évaluation REACH, l'insécurité au Soudan, et la fermeture partielle de la frontière entre la RCA et le Soudan, participait à réduire encore plus les échanges économiques.

ASSOCIATIONS ÉCONOMIQUES

Selon les participants aux groupes de discussion, les associations existent pour les filières de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du commerce. Quelques associations ont été créés par les ONG (surtout Triangle) tandis que d'autres sont gérées par les producteurs eux-mêmes. Les associations ont chacune un président et demande des frais d'adhésion. Les frais d'adhésion varient entre 500 FCFA par personne et 6000 FCFA par personne. Un groupe a mentionné que les associations se réunissent environ deux fois par mois. Quelques associations prévoient une amende en cas d'absence. Certaines associations ne fonctionnent plus depuis la crise de 2019.

Selon les participants de tous les groupes de discussion, aucune association économique n'a continué de fonctionner pendant la crise de 2019. Selon les répondants, les crises entraînent la destruction de biens, la suspension des activités associatives et collectives.

Les associations de crédit (les tontines) existent également à Birao, au sein des différentes activités professionnelles et sont bien organisées, selon les participants aux groupes de discussion. Il n'existe aucun mécanisme d'épargne à Birao, sauf pour ceux qui ont les moyens d'épargner au sein d'une banque à Bangui (les « grands » commerçants). Les « grands » commerçants prêtent de l'argent de manière informelle aux « petits » commerçants : l'argent est remboursé selon l'accord entre les deux parties. Les prêts d'argent à Birao se font sans intérêt. Les participants d'un groupe de discussion ont mentionné un Poste de Télécommunication qui gérait un mécanisme d'épargne en 1998, mais qui a fermé.

Économie locale: aperçu globale

Priorisation des filières économiques de Birao :
Le tableau ci-dessous représente toutes les réponses citées lors les entretiens semi-directifs et les groupes de discussion avec les informateurs clés sur l'économie. Dans les cas où il y a une différence importante entre la fréquence des mentions des différentes activités économiques, la liste de réponses a été divisée en fonction du nombre de réponses. Dans le cas contraire (les filières rentables et les filières suggérées par les acteurs économiques pour recevoir un appui), toutes les réponses ont été mentionnées un nombre de fois identique. Voir les sections narratives ci-avant et ci-après pour plus de détails.

Ces données étant qualitatives et les répondants ayant été sélectionnés, au lieu d'être choisis aléatoirement, , cette analyse devrait être considérée comme une indication approximative de l'économie de Birao au lieu d'en être une représentation statistique.

Fréquence des réponses	Les filières les plus pratiquées	Les filières qui embauchent le plus de personnes	Les filières les plus rentables	Les filières qui sont bonnes pour la cohésion sociale	Les filières suggérées par les acteurs économiques pour recevoir un appui
Mentionné le plus souvent	Agriculture	Agriculture	Agriculture Élevage Pêche Commerce	Agriculture Commerce	Couture Maçonnerie Élevage Saponification Commerce Mécanique générale
	Commerce Pêche Élevage	Commerce Élevage Pêche Maçonnerie		Transformation d'huile Élevage Pèche Maçonnerie Gargotière[12] Mécanique Taxi moto	
	Maçonnerie Couture Mécanique	Mécanique, Couture Briqueterie, Menuiserie, Exploitation minière Transport Taxi moto Tricot Restauration			
Mentionné le moins souvent	Restauration Transport Moto Taxi Tricot Exploitation Minière Chasse Cueillette Boulangerie Réparation (ex. téléphones) Briqueterie Peintre Exploitation du miel				

[12] En générale, les restaurant en RCA servent de la nourriture à manger sur place. Les gargotes sont les endroits de vente de nourriture à importer, surtout la viande grillée.

Économie locale: aperçu globale

LES FILIÈRES LES PLUS PRATIQUÉES

L'agriculture reste l'activité économique pratiquée par la grande majorité des habitants de la ville de Birao. Ensuite vient le commerce, ainsi que l'élevage et la pêche selon les informateurs clés économiques. La maçonnerie, la couture et la mécanique sont jugées « assez pratiquées ». La restauration, le transport, les moto taxis, le tricot, l'exploitation minière, la chasse et la cueillette, la boulangerie, la réparation (ex. des téléphones), la briqueterie et la peinture ont également été mentionnés comme principale activité par au moins un répondant.

EMPLOI

En termes d'embauche, l'agriculture constitue la filière qui emploie le plus de personnes. Suivent celles du commerce, de l'élevage, de la pêche et de la maçonnerie. La mécanique, la couture, la briqueterie, la menuiserie, l'exploitation minière, le transport, le taxi moto, le tricot et la restauration emploient quelques personnes également. Les deux types d'embauche les plus courants sont l'apprentissage (surtout dans l'artisanat comme la maçonnerie, mais aussi dans la pêche) ou le travail journalier saisonnier (surtout dans l'agriculture et le commerce).

Les journaliers sont embauchés ponctuellement selon les besoins de l'employeur. Ce type de travail est ainsi largement tributaire de la saisonnalité : l'agriculture nécessite ce type de main d'œuvre pendant les mois de défrichement et de sarclage, tandis que c'est le commerce ou le transport qui embauchent pendant la saison sèche, quand l'économie de Birao est plus dynamique. Le travail journalier dans les chantiers miniers mines, les salons de coiffure et restaurants est moins influencé par le changement de saison, comme l'apprentissage auprès des artisans. Ces activités sont toutefois plus animées pendant la saison sèche.

RENTABILITÉ

Les participants aux groupes de discussion ont mentionné uniquement les métiers « classiques » comme ceux qui rapportent le plus d'argent : agriculture, élevage, pêche et commerce. Les participants d'un groupe de discussion ont précisé que la couture était rentable dans le passé, avant le début de l'insécurité (2004).

DEMANDE DES CONSOMMATEURS

Selon des participants de tous les groupes de discussion sur les produits et services pour lesquelles il y a le plus de demande, la demande pour l'élevage est forte et la plupart d'entre eux disent que cette demande n'est pas satisfaite. Les produits et services de la pêche/chasse/cueillette sont aussi fortement demandées mais moins souvent mentionnées par les participants aux groupes de discussion. Le commerce et la maçonnerie sont moyennement/fortement demandés selon les participants aux groupes de discussion. Les participants aux groupes de discussion ont rapporté que la demande pour la maçonnerie vient principalement des ONG, et que cette demande est satisfaite. Les participants d'un groupe de discussion ont rapporté que la demande pour la menuiserie est « moyenne » et que cette demande est satisfaite. Les répondants d'un groupe ont mentionné la demande pour la peinture qui est moyenne mais non-satisfait. Les avis étaient partagés sur la couture/tricot : un groupe disait que la demande est haute mais à moitié satisfaite (tricot) alors qu'un autre disait que la demande est faible mais non-satisfaite. Les seules secteurs qui étaient jugées comme ayant une faible demande pour leurs produits et services étaient la coiffure, la mécanique et la couture.

Selon les entretiens semi-directifs avec les producteurs, le commerce est le secteur pour laquelle il y a la plus de demande pour ses produits et services, et la moitié des producteurs juge que la demande est satisfaite. Les producteurs ont rapporté que la demande pour les produits et services de l'agriculture, l'élevage, la couture, la menuiserie, la réparation et la cordonnerie n'est pas totalement satisfaite.

D'après les entretiens semi-directifs avec les producteurs, les biens alimentaires sont de loin les produits les plus demandés à Birao, les produits locaux légèrement plus que les produits importés. Les producteurs ont rapporté la demande pour les matériaux de construction et les vêtements. Les médicaments, matériels scolaires, semences et équipements de la maison sont également demandés mais moins que les autres. Les produits hygiéniques n'ont pas été directement mentionnés. Cependant, les répondants ont beaucoup parlé du savon importé pour lequel il y a une demande. En revanche, les participants dans un groupe de discussion ont évoqué qu'il y a une forte demande pour le savon local (au lieu de celui importé).

À plusieurs occasions, les répondants des groupes de

Économie locale: aperçu globale

DEMANDE DES CONSOMMATEURS

discussion ainsi que des entretiens individuels ont parlé de « biens de premières nécessité » comme les produits qui sont le plus demandés.

Plusieurs répondants des groupes de discussion et des entretiens semi-directifs ont mentionné une demande pour les activités des ONG, pour deux raisons : les ONG embauchent directement les habitants et, grâce aux financements des ONG, ces dernières créent des emplois via leurs projets d'AGR, par exemple l'établissement de la transformation d'huile.

Produits et services pour lesquelles il y a le plus de demande :
Le tableau ci-dessous représente toutes les réponses citées pendant les entretiens semi-directifs et les groupes de discussion avec les informateurs clés sur l'économie de Birao. Les réponses ont été organisées en fonction du nombre de fois où elles ont été mentionnées par les individus et groupes de discussion. Voir la section narrative ci-avant pour plus de détails sur la méthodologie.

Ces données étant qualitatives et les répondants ayant été sélectionnés, au lieu d'être choisis aléatoirement, l'analyse doit être considérée comme une indication approximative de la demande pour les produits et filières économiques à Birao au lieu d'en être une représentation statistique.

Filières (produits et services)		Biens (produits)
Selon les participants aux groupes de discussion	Selon les entretiens semi-directifs	Selon les entretiens semi-directifs
1. Élevage 2. Pèche/Chasse/Cueillette 3. Commerce 4. Maçonnerie 5. Peintre 6. Couture/ Tricot 7. Menuiserie 8. Mécanique 9. Couture 10. Coiffure	1. Commerce 2. Mécanique 3. Agriculture/Élevage 4. Couture 5. Coiffure 6. Maçonnerie 7. Menuiserie/ Réparation/ Boucherie/ Cordonnerie/ 8. Electricien/ Huile d'arachide/ Soudure/ Briqueterie	1. Biens alimentaires locaux 2. Biens alimentaires importés 3. Matériaux de construction 4. Biens hygiéniques (savon traditionnel) 5. Vêtements 6. Médicaments/ matériels scolaires/ semences/ équipements de la maison

Économie locale : profils des filières

COMMERCE

GESTION DES MARCHÉS :

Il y a deux marchés à Birao : le marché central et le petit marché MINUSCA. Les deux marchés sont ouverts chaque jour, pendant la journée. Le grand jour de marché est le vendredi pendant lequel les commerçants des villages aux alentours viennent vendre leurs produits à Birao.

Les produits vendus sur les marchés sont : les biens alimentaires et non alimentaires, produits hygiéniques, matériels scolaires, semences, médicaments, et matériaux de construction.

Selon les représentants des marchés, il y a environ 200 commerçants sur le marché central et 63 sur le marché MINUSCA. Des grossistes sont présents sur les deux marchés.

Le nombre de commerçants sur le marché central a un peu diminué ces deux dernières années à cause de l'insécurité.

Les commerçants sur le marché central paient une taxe d'emplacement de 500 FCFA par semaine à la mairie.

Les commerçants sur le marché MINUSCA paient une taxe à la mairie pour les produits crus, de 500 FCFA par livraison.

Il y a une association de commerçants sur le marché central, ainsi que des associations « Wali Gara » dans la ville.

Le principal problème pour les utilisateurs du marché est l'insuffisance des produits de première nécessité par rapport à la taille de la population, problème qui est exacerbé pendant la saison pluvieuse.

PROFIL DE LA FILIÈRE DE COMMERCE :

Selon les participants aux groupes de discussion économiques, les achats à Birao se font en espèces ou parfois en troc. Les petits détaillants et le commerce au centre de Birao utilise le franc CFA mais les grands commerçants, et les commerces au-delà de 15km vers Soudan, utilise la livre soudanaise.

Selon les participants aux groupes de discussion, les commerçants sont les principaux acteurs qui détiennent le cash à Birao. Les commerçants laissent souvent les clients prendre les biens et revenir payer quand ils ont rassemblé l'argent.

Le commerce a toujours été pratiqué à Birao. Selon les participants dans un groupe de discussion, la filière était rentable quand il y avait la sécurité mais depuis 2004 l'insécurité, le mauvais état de routes et le faible pouvoir d'achat de la population empêchent que la filière ne se développe. Des commerçants ont reçu les formations ponctuelles de la part des ONG sur "l'échange d'informations sur les activités commerciales."

OFFRE ET DEMANDE

Les principaux produits du commerce sont les biens alimentaires, bien non alimentaires, les matériaux de construction, et les produits pharmaceutiques. Selon les participants aux groupes de discussion la demande est forte, en particulier pour les biens de première nécessité, et cette demande n'est pas satisfaite.

APPROVISIONNEMENT

Les commerçants ont rapporté qu'ils s'approvisionnent en tout type de produits au Soudan pendant la saison sèche et constituent des stocks qu'ils écoulent en saison pluvieuse.

Selon les gestionnaires des marchés, les commerçants s'approvisionnent en biens alimentaires localement, auprès des producteurs ou grossistes. Pour les biens non-alimentaires, l'approvisionnement se fait auprès des producteurs en Soudan.

VENTE

Des commerçants vendent exclusivement à Birao mais d'autres peuvent vendre dans les préfectures voisines comme Ndélé et Bria, ou dans les villes plus proches comme Ouadda-Djallé et Sam-Ouandja.

QUI FAIT QUOI

Selon les participants aux groupes de discussion, toute la population pratique le commerce sans distinction de groupe ethnique. Ces groupes ont rapporté que l'approvisionnement hors de la ville se fait plutôt par les hommes, tandis que les femmes et les hommes sont tous impliqués dans la vente des produits.

FORMATION

Les commerçants de Birao n'ont reçu aucune formation, et ils jugent que la formation n'est pas nécessaire. En revanche, ils estiment que cela prend un à deux ans de bien apprendre le métier par la pratique.

Économie locale : profils des filières

COMMERCE (suite)

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Il y a des Wali Gara (association de femmes commerçantes) à Birao mais certains commerçants ont exprimé la volonté de continuer seuls leur travail. Selon les gestionnaires des marchés, il existe une association de commerçants sur le marché central mais pas sur le marché MINUSCA. Ils déplorent un manque de moyens et de confiance entre les commerçants pour travailler en association.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Approvisionnement difficile à cause du mauvais états des routes	Limiter les activités aux zones plus proches de la ville.
Faible niveau de capital	Aucune
Impraticabilité des routes pendant la saison pluvieuse	Constituer des stocks pendant la saison sèche pour pouvoir vendre pendant la saison pluvieuse.
Risque de crise sécuritaire	Le commerce continue de fonctionner, bien que seulement partiellement, pendant les crises. Le petit commerce des biens de premiers nécessité et des produits agri-coles ont par exemple continué pendant les dernières crises.
Boutiques détruites dans la crise	Vendre exclusivement au marché/ en ambulant
Braquages sur les routes	Aucune
Manque d'hygiène sur le marché	Aucune

AGRICULTURE

Selon les acteurs économiques, les principaux produits agricoles à Birao sont : le mil, le maïs, l'arachide, le sorgho, le haricot, le manioc, le riz, le sésame, le gombo, et les produits vivriers. Quelques produits transformés comme l'huile d'arachide et la farine de mil, sont vendus également.

La demande pour les produits agricoles est forte mais elle n'est pas satisfaite à cause d'une production agricole limitée.

Selon les participants dans un groupe de discussion économique, les activités agricoles se sont réduites après la crise de 2019. Un atelier de cartographie a spécifié que les zones agricoles dans l'Est et l'Ouest avaient diminué depuis la crise, car les habitants de ces zones avaient été déplacés. Cependant, au moment de l'évaluation REACH, les deux ateliers de cartographie ont rapporté que les zones agricoles sont en train de s'étendre.

QUI FAIT QUOI

La grande majorité des habitants de la ville de Birao pratique l'agriculture, mais aucun agriculteur interrogé ne la pratique comme seule activité économique.

Selon les participants aux groupes de discussion, l'agriculture est pratiquée par tout le monde à Birao, sans distinction de genre. Selon les participants dans un groupe de discussion, les hommes sont plus impliqués dans le désherbage et le sarclage pendant que les femmes réalisent la récolte et la vente.

VARIÉTÉ DES ACTIVITÉS AGRICOLES :

La filière agricole semble pratiquée à deux échelles. L'approvisionnement, la vente et l'embauche dépendent de l'échelle à laquelle l'agriculteur pratique son activité :

Agriculture à petite échelle :
- Principalement pour la consommation du ménage, une petite partie est vendue/ transformée
- Pas d'embauche, le travail est effectué par les membres du ménage
- Approvisionnement et vente sont localisés à Birao seulement (même si cela peut être auprès de transporteurs venant du Soudan).

Agriculture à grande échelle :
- Principalement pour la vente et la transformation
- Embauche pour le travail des champs pendant la saison pluvieuse
- Approvisionnement à Am Dafock ou au Soudan
- Vente dans les marchés hebdomadaires autour de Birao, ou aux commerçants venant du Soudan

Les agriculteurs à petit échelle interrogés ont exprimé la volonté de pratiquer l'agriculture à grande échelle. Selon eux, c'est le manque de moyens financiers qui les empêche de développer leur production.

APPROVISIONNEMENT

Les agriculteurs ont rapporté s'approvisionner sur le marché de Birao, à Am Dafock ou au Soudan. L'achat individuel et groupé est pratiqué, auprès des grossistes et revendeurs. Les principaux produits nécessitant un approvisionnement sont les outils de travail et les semences. Comme déjà mentionné, les principales barrières à l'approvisionnement sont l'enclavement de la zone en saison des pluies, l'insécurité et le faible pouvoir d'achat des agriculteurs. Un agriculteur soulignait que si ces problèmes arrivent à un moment, toute la saison agricole peut être perturbée.

Économie locale : profils des filières

AGRICULTURE (suite)

VENTE

Selon un agriculteur, les produits de la récolte sont divisés en trois : une partie est réservée comme semence en vue de la prochaine saison agricole, une partie pour la consommation du ménage, et une partie pour la vente. Selon les participants aux groupes de discussion, la vente de produits agricoles se fait localement dans la ville de Birao mais des agriculteurs ont précisé que cela peut inclure la vente aux commerçants qui viennent depuis le Soudan, Bria, Sam et Ouadda Djalle. Un agriculteur a rapporté vendre dans les marchés hebdomadaires des localités autour de Birao.

FORMATION

Selon les producteurs aucune formation professionnelle dans l'agriculture n'existe à Birao : la connaissance se transmets des parents aux enfants. Une agricultrice a toutefois mentionné les centres de formation agricole à Bambari, Bria, Berberati, et Ndélé. Quelques agriculteurs et autorités locales ont rapporté que des formations agricoles ponctuelles ont été dispensées auprès des groupements par des ONG internationales. Selon la présidente d'un groupement agricole, ces formations ont aidé les bénéficiaires à améliorer leurs techniques de travail, et les personnes formées ont partagé les acquis avec d'autres personnes dans la localité. Cependant, cette agricultrice a évoqué le besoin de proposer des formations d'une manière régulière.

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Selon les autorités locales et les informateurs clés sur l'économie, il y a beaucoup de groupements agricoles dans la ville, et la plupart des agriculteurs en font partie. Les principales activités sont le travail groupé et l'aide financière mutuelle en cas d'urgence, par exemple en cas d'inondation. Un agriculteur, qui a rapporté qu'il ne fait pas partie d'un groupement, a confié qu'il n'a aucun moyen de protection en cas de problème imprévu.

POINTS FORTS DE LA FILIÈRE AGRICOLE :

- Culture attelée
- Source d'embauche
- Travail en groupement
- Bon pour la cohésion sociale
- Terres fertiles
- Connexion économique avec boulangers, transformateurs, restaurateurs.

POINTS FAIBLES DE LA FILIÈRE, QUI MÈNE À UNE FAIBLE PRODUCTION AGRICOLE :

- La culture manuelle,
- Les inondations et le changement climatique,
- L'insécurité qui a mis en pause les activités agricoles en 2019 et qui continue d'affecter la filière,
- Les conflits persistants entre agriculteurs et éleveurs transhumants.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Insuffisance de semences et outils de travail (char-rues, bœufs, machettes, houes)	Aucune.
Mauvaise qualité de semences	Apprendre comment identifier les semences de bonne qualité
Manque d'argent pour acheter des semences et outils	Accords avec commerçants pour prendre semences/outils et payer plus tard
Manque d'argent pour embauch-er des gens	Aucune
Insectes ravageurs	La pulvérisation des cultures par les cendres pour éviter la des-truction par les insectes.
Manque de connaissance des techniques agricoles	Aucune
Inondations	Aide financière mutuelle via des associations/groupements agri-coles
Changement climatique (dérèglement du calendrier plu-viométrique)	Aucune
Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Médiation et paiement des amendes (voir Justice p. 13)
Enclavement de la zone/ manque de transporteurs	Aucune
Difficulté d'approvisionnement pendant la saison pluvieuse	Stockage pendant la saison sèche.
Commande auprès des com-merçants soudanais qui vien-nent à Birao pendant la saison pluvieuse	
Insécurité	Aucune

Économie locale : profils des filières

ÉLEVAGE

Selon les participants aux groupes de discussion avec les acteurs économiques, le petit élevage et l'élevage bovin ont toujours été pratiqués à Birao. Pourtant, la filière a beaucoup diminué depuis 2019 : plusieurs éleveurs sont partis et des troupeaux ont été détruits. Néanmoins, selon les ateliers de planification, les zones d'élevage n'ont pas changé depuis la crise.

Les principaux produits sont cabris, moutons, bœufs et volailles. La production de lait est pratiquée également. Selon la plupart des répondants, la demande pour les produits d'élevage est forte, surtout pour le lait de vache. Selon les participants dans un groupe de discussion, la vente des produits de l'élevage se fait davantage pendant la saison pluvieuse.

APPROVISIONNEMENT

Selon un éleveur interrogé, les éleveurs de Birao s'approvisionnent en bétail auprès des grossistes ou des producteurs eux-mêmes, dans les villes aux alentours de Birao, au Tchad ou au Soudan. Ils s'approvisionnent en aliments pour les bêtes en dehors de la ville aussi. Les barrières à l'approvisionnement sont les braquages sur les axes, et la saison pluvieuse.

VENTE

Selon les acteurs économiques, les produits sont plutôt vendus que consommés, et la vente se fait localement. Un éleveur a mentionné la vente dans les villes aux alentours. Les principaux clients, selon un éleveur, sont les habitants de Birao, les bouchers, et les transporteurs venant du Soudan.

FORMATION

Selon les éleveurs il n'y a pas de formation professionnelle en élevage. Certains partenaires de l'aide ont fourni des formations ponctuelles aux membres de groupements. Ces formations ont été satisfaisantes, mais un éleveur a suggéré que ces formations soient complétées.

EMPLOI

Parmi les trois éleveurs rencontrés, deux ont rapporté embaucher des personnes pour garder leurs bêtes. Ce travail est ponctuel selon le besoin du patron, mais se fait tout au long de l'année.

Les participants dans un groupe de discussion ont mentionné que l'abattoir de Birao employait beaucoup de gens dans le passé, mais que son fonctionnement a fortement diminué par le manque de moyens financiers, de matériels et de sécurité.

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Les éleveurs à Birao ont rapporté que la plupart des éleveurs travaille en petit groupement. Souvent ces groupements sont les groupements agro-pastoraux qui combinent l'agriculture et l'élevage. Ces groupements pratiquent le travail groupé et l'aide financière mutuelle pour les membres en cas de difficulté.

POINTS FORTS DE LA FILIÈRE ÉLEVAGE :

- Forte demande pour les produits (surtout lait de vache)
- Source d'emploi local
- La filière fonctionne pendant la saison pluvieuse et la saison sèche.
- Associations agropastorales actives et structurées

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Manque de bêtes	Aucun
Manque de connaissance sur la santé animale/ maladies des bêtes.	Aucun
Manque de moyens pour le traitement du bétail	Aucun
Manque d'outils de travail	Aucun
Difficultés en approvisionnement pendant la saison pluvieuse (surtout en nourriture pour les bêtes)	Stockage de la nourriture pour les bêtes. Commande auprès des commerçants soudanais qui viennent dans la ville pendant la saison pluvieuse.

Économie locale : profils des filières

PÊCHE

Selon les pêcheurs interrogés, les produits de la pêche (poisson frais et fumé) sont à la fois consommés et vendus. La vente est principalement locale, mais quelques acheteurs viennent d'ailleurs (notamment du Soudan) pour acheter les produits de la pêche. Un pêcheur a rapporté aller au Soudan lui-même pour vendre ses produits.

Les acteurs économiques ont rapporté que la demande pour le poisson est forte, mais que les pêcheurs de Birao ne sont pas en mesure de satisfaire cette demande par manque de moyens financiers, et manque d'équipements. L'offre est très faible en saison sèche.

APPROVISIONNEMENT

Les pêcheurs ont rapporté qu'ils s'approvisionnent en outils de pêche à Birao, dans les villages aux alentours mais ce matériel vient le plus souvent du Tchad ou du Soudan. Les pêcheurs achètent depuis les revendeurs et grossistes. Un pêcheur a mentionné que les groupements ont tendance à pratiquer l'achat groupé pendant que les pêcheurs qui ne soient pas en groupement achètent individuellement.

FORMATION

Selon les pêcheurs, il n'existe pas de formation professionnelle pour la pêche à Birao : les connaissances se transmettent de parents à en enfants. Les participants dans un groupe de discussion a rapporté que les pêcheurs prennent des apprentis. Selon les pêcheurs interrogés, aucune formation n'a été fournie par un partenaire de l'aide.

EMPLOI

Les pêcheurs ont rapporté que hommes et femmes, de tout âge, pratiquent la pêche. Selon eux, la filière occupe un plus grand nombre de personnes pendant la saison pluvieuse.

Les pêcheurs embauchent des employés et des apprentis selon un groupe des acteurs économiques. Un pêcheur a mentionné qu'il emploie cinq personnes, pour la pêche et la transformation (poisson fumé notamment). Selon lui, ces personnes travaillent pendant toutes les saisons, mais il n'est pas clair s'ils travaillent à temps plein. Selon ce pêcheur, les employés ont été embauchés via une affiche. D'autres pêcheurs ont rapporté travailler seuls.

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Il existe des groupements de pêche à Birao, mais tous les pêcheurs n'en font pas partie. La principale activité des groupements est l'aide pour les membres en difficulté. Ils font également des achats groupés d'équipement.

POINTS FORTS DE LA FILIÈRE PÊCHE :

- Forte demande pour les produits
- Organisation en groupement
- Source d'embauche
- Transformation en poisson fumé

POINTS FAIBLES DE LA FILIÈRE PÊCHE :

- Faible production
- Vulnérabilité saisonnière : baisse de production en saison sèche
- Vulnérabilité climatique : baisse de production en cas d'inondation

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Manque d'acheteurs extérieurs à cause de l'enclavement de la zone	Vendre uniquement à Birao
Manque de moyens de transport pour la vente des produits	Vendre uniquement à Birao
Outils rudimentaires et manque de formation sur la tech-nique de la pêche.	Aucun
Difficulté d'approvisionnement en outils de travail à cause des routes, surtout en saison de pluies	Stockage pendant la saison sèche.
Manque de moyens de transport pour la vente des produits	Aucun
Manque de moyen de conserva-tion des poissons frais	Production de poisson fumé
Braquages sur les axes vers les zones de pêche : menaces envers les pêcheurs et les transporteurs	Aucun

Économie locale : profils des filières

COUTURE ET TRICOTAGE

Selon les participants dans un groupe de discussion, ce métier existe à Birao depuis longtemps. Les acteurs économiques ont rapporté que la filière était rentable quand il y avait la sécurité, mais depuis 2004, l'insécurité et le mauvais état de routes empêchent la filière de se développer.

Les couturiers ont rapporté qu'ils cousent à la machine à Birao. Faute de manque de capital pour investir en avance, les couturiers ne font que la couture sur demande. Ils ont évoqué l'envie d'investir dans les pagnes pour coudre des habits et les vendre directement aux marchés, sans attendre les commandes des clients.

TRICOTAGE

Les produits sont généralement vendus localement et dans les villages aux alentours. La demande est moyenne, et cette demande n'est pas totalement satisfaite. Il semblerait que la demande pour le tricotage est moins satisfaite que pour la couture.

OFFRE ET DEMANDE

Selon les participants dans un groupe de discussion, la demande est faible à cause du faible pouvoir d'achat de la population, mais l'offre est également faible parce que les couturiers manquent de capital pour pouvoir fournir plusieurs habits en même temps.

Les participants dans un groupe de discussion ont mentionné que la population achète des habits soudanais par manque d'offre locale. Il n'a pas été précisé si cela est dû à la quantité ou la qualité de l'offre. Selon les couturiers interrogés, la majorité des clients sont des femmes.

VENTE

Les couturiers interrogés vendent leurs produits dans Birao centre et dans les villages aux alentours : Amissia sur l'axe Am Dafock ; Takadja et Karadja sur l'axe Mamoune, et des villages sur l'axe Birao-Terfel et l'axe Birao-Kafao.

APPROVISIONNEMENT

Selon les commerçants interrogés, le matériel est acheté localement ou dans les villages aux alentours : tissus, et fil à coudre en particulier. D'autres matériels doivent être importés, à savoir : les dentelles, les chaines, les boutons, les brillants, la vaseline et les ciseaux.

Pour l'approvisionnement des produits importés, les couturiers peuvent s'approvisionner en personne ou commander les équipements auprès des transporteurs qui vont au Soudan, au Tchad ou à Bangui.

QUI FAIT QUOI

La couture est pratiquée par les hommes et les femmes, selon les participants dans un groupe de discussion. Les couturiers rencontrés et un groupe d'acteurs économiques ont remarqué que c'est davantage les hommes qui pratiquent la couture, tandis que le tricotage est pratiqué uniquement par les femmes.

FORMATION

Selon les acteurs économiques, la formation en couture et tricotage se fait par l'apprentissage. La formation dure entre six mois et deux ans et les apprentis travaillent pendant toute l'année. Pourtant, les couturiers ont rapporté que les apprentis ont du mal à trouver du travail après la formation parce qu'ils sont obligés d'autofinancer leur matériel. Selon les participants dans un groupe de discussion avec les acteurs économiques, les tricoteurs embauchent des apprentis (uniquement femmes).

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Les couturiers ont rapporté qu'il n'y a pas d'association de couturiers, mais que les couturiers de Birao louent un espace commun de travail.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Manque de matériels (machine à coudre, dentelles, vaselines, ciseaux)	aucun
Manque de moyens financiers lié au prix qu'ils jugent être trop bas pour leurs produits, et aux paiements tardifs des clients :	aucun
Manque de formation :	aucun
La saison pluvieuse : difficultés d'approvisionnement à cause de l'état des routes.	Emprunter des motos pour aller s'approvisionner, Acheter auprès des commerçants soudanais qui viennent dans la ville pendant la saison pluvieuse. Stocker des matériels pendant la saison sèche.
La saison pluvieuse: inondation de l'espace de travail.	Déplacer les machines à domicile.
Insécurité actuelle : trajet long et dangereux pour s'approvisionner.	aucun

Économie locale : profils des filières

RESTAURATION (GARGOTIÈRE)

OFFRE ET DEMANDE

Les principaux clients des restaurants sont les habitants de la ville et les conducteurs de taxi motos.

APPROVISIONNEMENT

Les restaurateurs (gargotiers) ont rapporté qu'ils utilisent les produits locaux et importés pour leur travail. Les produits importés mentionnés sont : oignons, lait, cube Maggi. Ces produits importés viennent du Soudan.

FORMATION

Les restaurateurs ont rapporté qu'ils apprennent leur métier avec les maîtres cuisiniers. Cette formation prend trois mois. Une fois formés, les apprentis peuvent facilement trouver du travail en créant leur propre restaurant.

EMPLOI

Les restaurateurs emploient des journaliers selon besoin, pour nettoyer le restaurant, faire la vaisselle et servir les clients.

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Il n'y a aucune association de restaurateurs, ni initiative pour en créer.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Approvisionnement difficile pendant la saison pluvieuse	Cuisiner uniquement avec des produits locaux, Stocker les produits importés pendant la saison sèche, Dépenser plus d'argent pour les produits importés pendant la saison pluvieuse.
Manque de formation	aucun
Manque est mauvaise qualité de matériel de cuisine	aucun

POINTS FORTS DE LA FILIÈRE RESTAURATION :

- Source d'emploi local
- Facile de trouver un travail après la formation
- Fonctionnel toute l'année

COIFFURE

OFFRE ET DEMANDE

Les participants dans un groupe de discussion a rapporté qu'il y a beaucoup de coiffeurs dans la localité. Néanmoins, les coiffeurs interrogés ont rapporté une forte demande, qui serait non-satisfaite. Les participants dans un groupe d'acteurs économique a rapporté que la demande est affaiblie par le manque de pouvoir d'achat de la population de Birao.

QUI FAIT QUOI

Selon les participants dans un groupe de discussion la coiffure est pratiquée par les hommes et les femmes.

FORMATION

Selon un coiffeur interrogé, la formation en coiffure se fait par apprentissage, et dure entre deux et six mois. Après les apprentis peuvent facilement établir leur propre boutique.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Manque de matériels	aucun
Inondation du lieu de travail	aucun
Faible pouvoir d'achat de la population	aucun

Économie locale : profils des filières

TAXI MOTO

Les conducteurs de taxis à Birao ont rapporté qu'ils transportent des personnes et des biens, au sein de, et en dehors de la ville. Selon eux, la plupart de la demande pour les taxis viennent des femmes, ou des personnes souhaitant se rendre à l'hôpital.[13]

APPROVISIONNEMENT

Les conducteurs des taxi motos ont rapporté acheter quelques équipements de travail depuis le Soudan ou le Tchad : des bottes, des gilets, des casques, et de l'huile moteur. L'approvisionnement se fait uniquement en saison sèche.

FORMATION

Il n'existe aucune formation officielle pour les conducteurs des taxi motos à Birao, mais la MINUSCA, avec la Croix Rouge, a fourni des formations dans le passé.

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Selon un conducteur interrogé, une association de taxi motos pratique l'aide mutuelle en cas de besoin imprévu de l'un des membres. Selon lui, les membres de l'association aimeraient également fournir les visibilités et la formation pour les conducteurs.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Mauvaise qualité des routes pendant la saison pluvieuse.	Limiter le travail au centre de Birao
Braquage et insécurité sur les axes, vols des cargos et motos	Limiter le travail au centre de Birao

TRANSPORT

Cette filière inclut les loueurs de véhicules, les chauffeurs et les mécaniciens. Le transport hors de la ville de Birao fonctionne uniquement pendant la saison sèche, entre janvier et avril/mai.

QUI FAIT QUOI

Les acteurs économiques ont rapporté que le secteur des transports est très majoritairement masculin. En général, les loueurs de véhicules sont des personnes plus âgées, qui embauchent des jeunes pour effectuer les déplacements hors de la ville.

VENTE

Les transporteurs ont rapporté que leurs principaux clients au sein de la ville sont les habitants, les ONG et la MINUSCA. Les clients pour le transport hors de la ville seraient les commerçants qui veulent s'approvisionner en biens importés du Soudan ou du Tchad.

APPROVISIONNEMENT

Les transporteurs ont rapporté qu'ils s'approvisionnent en matériel pour leur travail (par exemple les pièces de rechange pour les véhicules), principalement autour de Birao en saison pluvieuse.

FORMATION

Les transporteurs apprennent sur le tas : avec leurs parents, ou comme employés journaliers. Cette apprentissage peut prendre entre six mois et trois ans. Les apprentis mécaniciens peuvent aussi être embauchés et formés par les transporteurs.

EMPLOI

Les transporteurs embauchent des journaliers, chauffeurs et mécaniciens pour le travail à plein temps, mais uniquement pendant la saison sèche.

[13] Comme indiqué dans le diagnostic des services de base, il y a très peu de postes de santé autour de la ville de Birao et les habitants des villages en périphérie se rendent à l'hôpital préfectoral.

Économie locale : profils des filières

TRANSPORT (suite)

GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS

Il n'y a pas de groupements des transporteurs à Birao. Les transporteurs interrogés ont exprimé des doutes sur l'intérêt pour eux de se constituer en groupement.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Impossible de travailler pendant la saison pluvieuse	Stocker des biens pour se consacrer uniquement au com-merce pendant la saison pluvieuse.
Mauvaise état des routes pendant toute l'année	Travailler avec leurs propres moyens pour réparer les routes
Difficultés pour obtenir des papiers conformes qui doivent être récupérés à Bangui.	Collaborer avec des membres de la famille qui habi-tent à Bangui pour récupérer les papiers
Insécurité sur les axes	Si l'insécurité devient trop sévère, les transporteurs sont contraints de suspendre leur travail hors de la ville.

RÉPARATION

Selon un informateur clé il y a un seul atelier de réparation à Birao. Les équipements électroniques, surtout les radios et téléphones, sont amenés à l'atelier pour être réparés.

FORMATION

Selon un réparateur interrogé, la formation comme réparateur se fait via l'apprentissage, et elle peut prendre un à deux ans. Les apprentis peuvent ensuite établir leur propre atelier.

MÉTIERS DE CONSTRUCTION

L'évaluation REACH a identifié plusieurs métiers qui sont impliqués dans la construction des maisons à Birao : la peinture, la mécanique, la briquèterie, la tôlerie, la maçonnerie, la menuiserie et les électriciens.

OFFRE ET DEMANDE

Il semblerait que les métiers de la construction sont bien établis dans la ville de Birao, mais que la demande pour ces métiers au moment de l'évaluation REACH était satisfaite. En plus, une grande partie de la demande pour ces métiers provient des ONG ou des organisations internationales.

QUI FAIT QUOI

En général, les métiers de la construction sont pratiqués par les hommes, mais pas exclusivement. Quelques répondants ont rapporté qu'il y a actuellement des apprentis femmes dans la construction.

BARRIÈRE	STRATEGIE D'ADAPTATION
Perte des équipements de travail pendant la crise de 2019	Travailler avec les anciens équipements

Planification du relèvement

BIRAO

La priorisation des activités de relèvement s'est faite à deux échelles : inter et intra sectorielles. Par secteur, les priorités sont présentées dans l'ordre établi par les communautés au cours des ateliers de planification. Cet ordre ne correspond pas nécessairement à un ordre chronologique. Les « actions » mentionnées au sein de chaque priorité correspondent aux actions évoquées par la communauté pour atteindre un objectif, elles ne sont pas classées dans un ordre spécifique.

Eau

ACTEURS IDENTIFIÉS

Préfecture : pour l'affectation de personnel.

Mairie : pour la construction des points d'eau et l'affectation de personnel.

Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANEA) : pas de présence sur place, mais effectue des projets ponctuels dans la ville. Expertise technique pour la construction des points d'eau.

AWCA : pour la formation des maitres artisans, et la réhabilitation et construction des points d'eau.

Chefs de quartier et groupement : pour la construction des points d'eau.

Radio communautaire : pour la sensibilisation.

Association de la Jeunesse : pour la sensibilisation.

DOCUMENTATION

Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, Normes et directives en matière d'eau et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain, 2013.

Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster , Cadre stratégique opérationnel : Eau, hygiène et assainissement en situation d'urgence, novembre 2020.

Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster EHA, Bordereau des prix unitaires des ouvrages et activités en situation d'urgence, septembre 2019.

Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques, Plan d'action 2020 de la Direction générale des ressources hydrauliques.

HISTORIQUE

Du 2009 à 2011 la Croix rouge centrafricaine a construit des forages.

En 2009 l'ONG internationale Triangle a construit des forages.

En 2019, l'ONG internationale APADE a construit cinq forages.

En 2020, l'ANEA avec l'UNICEF a construit 27 forages.

BONNES PRATIQUES

Utiliser des matériaux adaptés et de bonne qualité.

Tenir compte du sacrifice rituel nécessaire pour les nouveaux forages.

Assurer une profondeur suffisante des forages pour éviter le tarissement.

Impliquer les autorités locales dans la planification des ouvrages hydrauliques.

Eau

PRIORITÉ 1 - Augmenter le nombre de points d'eau

Construire cinq nouveaux points d'eau dans chaque groupement	Un atelier de planification a rapporté que les matériaux de construction (des cailloux ; du sable ; du ciment ; de la brique tandis que) se trouvent sur place. Un atelier a spécifié une préférence pour les tuyaux en plastique (de bonne qualité) et non en métal.
Doter des matériaux de construction	Un atelier de planification a spécifié qu'avant de creuser chaque nouveau forage à Birao, il est nécessaire de faire un sacrifice rituel d'un poulet ou d'une chèvre. Les autorités locales pourront fournir plus de détails sur l'organisation de ce rituel.

PRIORITÉ 2 - Assurer le maintien des points d'eau existants

Réhabiliter les points d'eau existants	Quatre points d'eau à Birao sont non fonctionnels (voir Diagnostic : Eau p.22). Les participants de l'atelier ont demandé à ce que la réhabilitation de ces points d'eau se fasse aussitôt que possible après la construction des nouveaux points d'eau.
Affecter et former des artisans reparateurs	Un atelier de planification a suggéré que quatre personnes viennent pour former les artisans pour toute la localité.

PRIORITÉ 3 - Sensibiliser la population sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement

Sensibiliser en masse[14] dans chaque groupement (une fois par mois)	Selon les participants d'un groupe de discussion, les bureaux de la Jeunesse de chaque groupement pourraient organiser la sensibilisation. Un atelier de planification a suggéré la distribution du savon pendant toute sensibilisation sur l'hygiène. Selon les participants d'un atelier de planification, les équipements nécessaires pour la sensibilisation en masse seraient : mégaphones avec piles (7, un pour chaque groupement), banderoles, un système de sonorisation portable, et des t-shirts et casquettes. La sensibilisation à proximité pourrait se faire par des sensibilisateurs qui passent de quartier en quartier et avec distribution de savons. Ces sensibilisateurs auront également besoin de sifflets. Pour tout type de sensibilisation, les moyens de déplacement seront nécessaires : les participants dans un groupe de discussion a suggéré des vélos. Finalement, un groupe a suggéré la sensibilisation via la Radio communautaire YATA.
Sensibiliser à proximité dans chaque quartier (une fois par semaine)	

[14] La sensibilisation en masse concerne le rassemblement des personnes sur un endroit, tandis que la sensibilisation à proximité concerne le déplacement des sensibilisateurs pour passer un message aux gens là où ils se trouvent, i.e. dans les quartiers.

Hygiène et assainissement

ACTEURS IDENTIFIÉS

AWCA : pour la construction des latrines

ANEA : pour la construction des latrines

Mairie : pour la construction des latrines, à consulter sur toute activité qui concerne le marché

DOCUMENTATION

Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, Normes et directives en matière d'eau et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain, 2013.

Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster , Cadre stratégique opérationnel : Eau, hygiène et assainissement en situation d'urgence, novembre 2020.

Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster EHA, Bordereau des prix unitaires des ouvrages et activités en situation d'urgence, septembre 2019.

Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques, Plan d'action 2020 de la Direction générale des ressources hydrauliques.

HISTORIQUE

En 2020, l'ONG nationale AWCA est intervenu dans le secteur.

En 2020, l'ONG internationale Triangle a fait une étude du choix des terrains pour la construction des latrines

En 2021, l'ONG internationale ACTED a fait une étude du choix des terrains pour la construction des latrines

BONNES PRATIQUES

Évaluer les terrains de construction pour éviter l'inondation des latrines

Hygiène et assainissement

PRIORITÉ 1 - Construire et réhabiliter des latrines communautaires

Construire quatre latrines au stade	Selon un atelier de planification, les latrines du stade devraient être séparées par genre : deux latrines pour les femmes et deux pour les hommes. Toute activité de construction doit se faire pendant la saison sèche.
Doter les matériaux de construction de latrine	
Réhabiliter les latrines du marché central	

PRIORITÉ 2 - Assurer la maintenance des latrines

Redynamiser et former les comités de gestion	Selon un atelier de planification, le matériel nécessaire pour la maintenance des latrines serait : des pelles, des seaux, des brouettes, des brosses (avec manche), des houes, des râteaux, des cache-nez, des gilets, des blouses, des bottes, du savon et des produits désinfectants.
Doter les COGES en équipements de maintenance	

Éducation

ACTEURS IDENTIFIÉS

Mairie et chefs du quartier : superviser tout projet appui à l'éducation

Directeurs d'école : à consulter sur tout projet d'appui aux écoles

APE : gestion des écoles

Chef du secteur scolaire/ inspecteur académique F1 : pour la formation des maître-parents et affectation du personnel. À consulter sur tout projet d'appui à l'éducation.

Inspection académique du Nord-Est : basé à Bria. Pour l'affectation des enseignants et la formation des maîtres-parents.

DOCUMENTATION

Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MENESRS), Vision stratégique 2017-2021.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme de coopération RCA : 2018-2021, Composante éducation.

Inter-agency network for Éducation in emergencies (INEE), Normes minimales pour l'éducation : préparation, intervention, relèvement, 2010.

Cluster Éducation, Stratégie Cluster Éducation, République centrafricaine 2019-2021.

HISTORIQUE

Du 2008 au 2009, 2016 au 2017, et 2020 au 2022, l'ONG internationale Triangle a pris en charge et formé les maîtres parents.

Du 2021 jusqu'au présent, l'ONG internationale APADE prend en charge les maître-parents. L'ONG a également appuyé la construction de l'école Nguerendomo et distribué des sacs à dos aux élèves.

En 2021, les écoles Toumou, Nguerendomo et Djoubkia ont été réhabilité par la communauté.

BONNES PRATIQUES

Assurer la transparence des projets auprès des autorités locales.

Mettre en place un comité de suivi des interventions rassemblant les APE, les directeurs des écoles et les enseignants.

Se coordonner entre toutes les ONG et les maîtres parents sur la prise en charge financière.

Éducation

PRIORITÉ 1 - Agrandir et réhabiliter les écoles

Construire de nouveaux bâtiments dans toutes les écoles	Les deux ateliers de planification ont rapporté que toutes les écoles auraient besoin d'au moins deux bâtiments supplémentaires, de trois salles de classe chacun. Un atelier a suggéré la construction de quatre bâtiments (de trois salles chacun) au lycée et de six bâtiments (trois salles chacun) à l'école préfectorale. Toute activité de construction doit se faire pendant la saison sèche. Un atelier a suggéré que tous les bâtiments soient construits en dur. Les équipements de base à doter seraient, selon un atelier, les tables, chaises, et matériels didactiques.
Réhabiliter tous les bâtiments scolaires existants	
Doter toutes les écoles en équipement de base	

PRIORITÉ 2 - Appuyer le personnel enseignant

Former tous les maîtres parents	Un atelier de planification a suggéré que les maîtres parents auront besoin d'une formation de base sur leurs postes. Cet atelier a suggéré que la formation de maîtres parents se fasse pendant les vacances. Un atelier a spécifié qu'un suivi de la présence des enseignants sur leur lieu d'affectation sera nécessaire.
Appuyer l'affectation des enseignants et des maîtres parents	

Santé

ACTEURS IDENTIFIÉS

Préfecture, Sous-préfecture, Mairie, chefs de groupe : surveiller tout action d'appui aux services de base.

Main d'œuvre locale : pour la construction et réhabilitation des bâtiments.

District sanitaire : à consulter pour toute intervention dans le secteur sanitaire.

Directeur régional de la Santé : basé à Bria mais effectue des visites régulières dans la localité. Pour la dotation des équipements et la formation et l'affectation du personnel.

Ministère de la Santé : pour la dotation des équipements et la formation et affectation du personnel.

HISTORIQUE

En 2001-2002 l'ONG internationale COOPI est intervenue dans le secteur sanitaire.

En 2007-2008, MSF est intervenu dans le secteur sanitaire via la fourniture de médicaments et de personnel, ainsi que des cliniques mobiles sur les axes.

De 2009 à 2010, l'ONG internationale Comité d'aide médicale (CAM) est intervenu.

Depuis 2009, la CRCA appuie les infrastructures sanitaires.

Depuis 2015, l'ONG IMC appuie toutes les infrastructures sanitaires dans la ville de Birao.

BONNES PRATIQUES

Impliquer les autorités locales dans toute intervention pour améliorer les services de base.

DOCUMENTATION

Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, Normes relatives au district de santé, 2010. En particulier :

- La section 6.1 spécifie le type d'infrastructure nécessaire en fonction de la taille de la population ;
- Les sections 6.3 et 6.4 présentent la liste des personnels requis selon le type d'infrastructure ;
- La section 6.5 précise les bâtiments et salles nécessaires selon le type d'infrastructure de santé ;
- Les sections 6.5.3 et 6.6 détaillent les exigences en équipements requis pour un hôpital de district et un centre de santé.

Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, Décret n.19-031 portant gratuité ciblée des soins dans les formations sanitaires en République centrafricaine, février 2019.

Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, Rapport de l'atelier de dialogue stratégique pour renforcer la coordination et les actions relatives au VIH dans le contexte humanitaire en République centrafricaine, décembre 2019.

Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, Programme national définissant les stratégies en matière de lutte contre le VIH, disponible auprès du Cluster Santé et nutrition.

Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, Plan de transition du secteur santé en République centrafricaine, 2015-2016, février 2015.

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition, décembre 2017.

Santé

PRIORITÉ 1 - Équiper les infrastructures sanitaires

Doter les infrastructures sanitaires en médicaments	Selon son gestionnaire, les équipements manquants de l'hôpital seraient : gants, thermomètres, équipements de perfusion et équipements pour soins intensifs. Ces équipements seraient donc prioritaires pour la dotation. Un atelier a ajouté que les équipements médicaux et les médicaments d'urgence sont prioritaires pour la dotation.
Doter les infrastructures sanitaires en équipements biomédicaux	

PRIORITÉ 2 - Agrandir et réhabiliter l'hôpital préfectoral

Réhabiliter des bâtiments existants	Un atelier de planification a spécifié que les matériaux de construction et le main d'œuvre (qualifiée et non qualifiée) sont disponibles sur place. Cependant, il n'y a pas de main d'œuvre technique, spécialisé dans les infrastructures médicales, sur place. Un atelier de femmes a mentionné que le bâtiment prioritaire pour la réhabilitation serait le bâtiment d'accouchement. Les ateliers de planification ont suggéré la construction de deux ou trois bâtiments supplémentaires à l'hôpital. Les femmes ont évoqué le besoin d'installer les douches à l'intérieur de ces bâtiments pour les femmes qui accouchent. Selon ce groupe, la construction de nouveaux bâtiments devrait être une priorité pour l'année 2022.
Améliorer la salle d'accouchement	
Construire de nouveaux bâtiments	

PRIORITÉ 3 - Appuyer le personnel soignant

Former le personnel	Selon les ateliers de planification et le gestionnaire du centre de santé, le personnel sanitaire aura besoin de la formation sur les techniques médicales et sur la gestion et l'administration. Un atelier a mentionné l'importance d'offrir un bon accueil aux patients.
Appuyer le personnel financièrement	
Appuyer l'affectation de personnel qualifié	

Abri

ACTEURS IDENTIFIÉS

Préfecture, sous-préfecture et mairie : pour tout projet de construction et de retour des déplacés

ONG locales : pour tout projet abris.

Main d'œuvre locale : pour la construction des maisons.

BONNES PRATIQUES

Construire pendant la saison sèche (janvier au mai).

Recruter localement les femmes et les hommes pour les projets de construction

HISTORIQUE

En 2021-2022, l'ONG internationale ACTED appuie la construction des maisons.

En 2022, UNHCR fait une évaluation sur les besoins en termes de retour.

Abri

PRIORITÉ 1 - Reconstruire des maisons

Doter les retournés en matériaux de construction	Selon son gestionnaire, les équipements manquants de l'hôpital seraient : gants, thermomètres, équipements de perfusion et équipements pour soins intensifs. Ces équipements seraient donc prioritaires pour la dotation. Un atelier a ajouté que les équipements médicaux et les médicaments d'urgence sont prioritaires pour la dotation.
Doter les retournés en bâches en attendant la construction de leurs maisons	

PRIORITÉ 2 - Redynamiser les activités génératrices de revenu

Appuyer les filières : • Petit commerce • Élevage • Agriculture	Un atelier de planification a spécifié que l'appui AGR devraient cibler les groupements et les individus. Voir les sections ci-dessous pour détails sur l'appui économique souhaité.

PRIORITÉ 3 - Fournir des biens de première nécessité

Doter les retournés en vivres	Selon un atelier de planification le kit NFI souhaité serait : lit, natte, moustiquaire, couverture, mousse, ustensiles de cuisine, bidon, seau, savon, « Omo » et pagne.
Doter les retournés en kits NFI	

Cohésion Sociale

ACTEURS IDENTIFIÉS

Autorités locales : pour l'organisation des fêtes nationales.

OFCA et Jeunesse : pour l'organisation des fêtes nationales.

Groupements économiques : pour le travail en groupement.

APE et Inspecteur académique : pour le nettoyage des écoles.

Partenaires de l'aide : pour participer aux fêtes nationales.

DOCUMENTATION

Pacte de Réconciliation entre les communautés du Nord-Est, 10 novembre 2020. Disponible a la mairie et aux autres autorites locales de Birao.

HISTORIQUE

Les autorités locales de Birao ont toujours été impliquées dans la promotion de la cohésion sociale.

A une date inconnue, une piste de danse a été installée en face de la préfecture.

BONNES PRATIQUES

Impliquer toutes les OSC dans l'organisation des fêtes.

Cohésion Sociale

PRIORITÉ 1 - Nettoyer les lieux communautaires

Nettoyer des écoles et bâtiments communautaires.	Selon les participants dans un groupe de discussion, le nettoyage des écoles devrait être fait pendant la rentrée scolaire en septembre : les autres types de réhabilitation peuvent se faire toute l'année. La réhabilitation du stade pourrait inclure un tribune d'honneur et des équipements sportifs. Le jardin public se trouve en face de la préfecture.
Nettoyer les routes.	
Réhabiliter le stade.	
Réhabiliter le jardin public.	

PRIORITÉ 2 - Célébrer les fêtes nationales

Fête nationale du 1e décembre	Les préparations pour ces fêtes devraient se faire pendant le mois précèdent. Les participants dans un groupe de discussion ont mentionné que, si les associations locales sont appuyées pour l'organisation des fêtes, il faut donner un appui égal à chaque association.
Journée internationale du droit des femmes	
Fête des mères	

PRIORITÉ 3 - Promouvoir les activités économiques

Créer des AVEC
Travailler en groupement
Appuyer le commerce

Commerce

ACTEURS IDENTIFIÉS

Préfecture : pour la réhabilitation des routes

Mairie : gestionnaire des marchés. Acteur clé pour communiquer et sensibiliser les commerçants. À consulter pour tout projet sur le marché.

Délégué du marché : pour communiquer avec, et sensibiliser les commerçants.

Chef de secteur du commerce : pour la formation des commerçants

Chef d'antenne Orange : sur place à Birao. Pour l'installation d'Orange Money.

DOCUMENTATION

Suivi des marchés, REACH, Bulletins mensuels sur les prix et disponibilités de produits essentiels.

Matrice 4W du groupe de travail « Cash Working Group ».

Cash learning partnership (CaLP), Delivering Money: Cash Transfer Mechanisms in Emergencies, 2010.

Harvey P. and Bailey S., Good Practice Review 11: Cash Transfer Programming in Emergencies, 2011.

HISTORIQUE

En 2017, l'ONG internationale Triangle a construit un hangar sur le marché

En 2018, une ONG internationale a construit un hangar et distribué quelques kits

L'ONG nationale QIPS, avec la MINUSCA, a réhabilité le marché central en 2018

BONNES PRATIQUES

Assurer une bonne communication entre tous les gestionnaires du marché (la mairie et le délégué des commerçants) et les commerçants sur le marché.

Consulter les autorités locales avant toute construction sur le marché.

Commerce

PRIORITÉ 1 - Construire et réhabiliter les infrastructures commerciales

Réhabiliter les axes et ponts autour de Birao	Selon un atelier de planification, tous les axes auraient besoin de réhabilitation : le premier axe à réhabiliter sera l'Axe Am Dafock. La réhabilitation des axes devrait se faire pendant la saison sèche, tandis que les commerçants auraient particulièrement besoin d'appui concernant le transport pendant la saison pluvieuse.
Appuyer les commerçants pour transporter leurs marchandises	

PRIORITÉ 2 - Améliorer les infrastructures commerciales

Installer Orange Money	Les participants dans un groupe de discussion ont mentionné que la construction du marché nécessitera le déplacement temporaire des commerçants. Selon ce groupe, la mairie et le délégué des commerçants seraient des acteurs clés pour communiquer sur ce déplacement. Les machines de transformation qui sont utilisées actuellement à Birao sont les machines de transformation en huile et les machines d'égrenage.
Construire et réhabiliter le marché central en brique	
Installer des machines de transformation sur le marché	
Construire des lieux de stockage sur le marché	

PRIORITÉ 3 - Construire et réhabiliter les infrastructures commerciales

Former les commerçants sur la gestion financière
Former les commerçants sur la gestion de stock

Agriculture

ACTEURS IDENTIFIÉS

Préfecture : pour tout projet de relèvement local.

ACDA : pour la formation des agriculteurs.

Chef de secteur du ministère de l'Agriculture : pour tout projet concernant l'agriculture.

HISTORIQUE

De 2007 à 2019, l'ONG Triangle a appuyé la zone en terme de sécurité alimentaire. En 2017, l'ONG a fourni une formation sur les méthodes de l'agriculture aux groupements. En 2019 l'ONG a fourni des outils et semences.

En 2020, la Croix rouge a distribué des semences (maïs, arachides et boutures de manioc) et de l'argent. En 2015, l'ONG a distribué des boutures de manioc.

En 2021, la Croix Rouge centrafricaine a fourni une formation aux groupements sur les techniques de semence.

BONNES PRATIQUES

Fournir des formations de manière régulière.

Assurer la bonne qualité des semences dotées.

Suivre les groupements ciblés pour l'appui tout au long des projets.

Acheter les semences localement.

Tenir compte du calendrier agricole.

Utiliser les groupements agro-multiplicateurs.[15]

DOCUMENTATION

Gouvernement centrafricain, Loi régissant les organisations professionnelles agricoles rurales (OPAR).

FAO, Calendrier agricole de la République centrafricaine.

Ministère de l'Agriculture et du développement rural, Programme agricole intégré de résilience, de sécurité alimentaire et de relance économique (PAIRSARE) 2016-2021.

CNEDD/ AEDD : Liste d'engrais et pesticides chimiques homologués dans le cadre des activités agricoles. Mentionnée dans le Code de l'environnement (Article 31). Copies disponibles en principe auprès de la CNEDD et l'AEDD.

Ministère de l'Agriculture et du développement rural, Document de Politique Agricole Nationale (DPAN), août 2019.

- Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et règlementaires de l'agriculture. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.

Gouvernement centrafricain, Loi portant règlementation des semences végétales et animales, 19 janvier 2019.

[15] Le modèle des groupements agro-multiplicateurs et ceci : un ou plusieurs groupements sont chargés de produire les intrants agricoles (ex. semences/ bétails) et s'engagent à donner tout ou partie des portées aux autres groupements.

Agriculture

PRIORITÉ 1 - Former les agriculteurs :

Former les agriculteurs	Selon les deux ateliers de planification, la formation des agriculteurs devrait se faire avant le début de la saison pluvieuse, qui commence en mai. Selon une agricultrice, les sujets de formation pourraient être : • Comment choisir un bon terrain pour l'agriculture ; • Les techniques de cultures ; • Le nettoyage des champs ; • Comment faire le labour et les semis ; • Comment identifier les bonnes variétés de semences.

PRIORITÉ 2 - Appuyer les groupements agricoles

Doter les groupements en outils et semences	Un atelier de planification a spécifié le besoin des semences pour les cultures vivrières (mil, arachide, riz, sésame, riz, manioc et courge) de bonne qualité. Selon eux, la majorité des semences peuvent être achetées au Soudan et à Boukoko (sur l'axe Paoua), mais les semences de courge doivent être importées. Les outils prioritaires pour la dotation seront les houes, les haches, les machettes, les dabas et les intrants agricoles. Un atelier de planification a précisé le besoin pour quatre haches et 12 machettes par groupement. Les ateliers de planification ont suggéré une dotation de deux charrues et de trois à six chevaux/ânes par groupement. Les participants ont précisé que, au moment de la planification, une charrue coûtait 200 000 FCFA et un cheval coûtait 600 000 FCFA. Les ateliers de planification ont suggéré une dotation entre 500 et 600 000 FCFA par groupement. Cet argent serait utilisé pour payer la main d'œuvre, et pour compenser les éventuelles pertes financières pendant la saison agricole, quand les agriculteurs ont moins de temps pour pratiquer leurs autres AGR. Un atelier de planification a suggéré que la dotation en outils et semences suive directement la formation des agriculteurs. Après cette dotation en outils, une dotation en argent devrait suivre aussitôt que possible. Un atelier de planification a mentionné que certains groupements de commerce seraient fictifs ou non actifs. Il serait donc nécessaire de faire un suivi des groupements ciblés pour l'appui pour éviter le détournement des dotations.
Appuyer les groupements financièrement	
Doter les groupements en outils de culture attelée	

PRIORITÉ 3 - Renforcer la gouvernance de la filière

Affecter un technicien agricole	Un atelier de planification a suggéré l'affectation d'un conseiller technique agricole (CTA) par commune. Un atelier de planification a suggéré l'utilisation des signes pour marquer le couloir de transhumance. Ils ont également spécifié que ce travail doit se faite pendant la saison sèche. Voir Élevage p.36 pour détails sur le couloir actuel.
Clarifier le couloir de transhumance	

Élevage

ACTEURS IDENTIFIÉS

Chef de secteur du ministère de l'Élevage : pour tout projet concernant l'élevage.

Chef de secteur ANDE : pour tout projet concernant l'élevage.

Représentant du FNEC : pour l'approvisionnement local

HISTORIQUE

La FAO a fourni une formation aux éleveurs.

En 2021, le PNUD a fourni des formations aux éleveurs, et distribué du petit et gros bétail.

Depuis 2018, l'ONG internationale Triangle, avec le service préfectorale d'Élevage, a appuyé les éleveurs via la vaccination du petit et gros bétail, la construction d'enclos, et la dotation en petit bétail.

En 2021, l'ONG internationale WHH a appuyé la filière via la construction et la dotation en cabris, volailles et produits vétérinaires.

Au moment de l'évaluation REACH, une clinique vétérinaire était en cours d'établissement à Birao. La clinique avait déjà reçu des produits vétérinaires et des équipements mais la clinique n'était pas encore opérationnelle.

DOCUMENTATION

Ministère de l'Agriculture et du développement rural, Document de Politique Agricole Nationale (DPAN), août 2019.

- Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et règlementaires de l'élevage. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.

Le statut révisé de l'ANDE, adopté en 2020. Ce statut prévoit maintenant la division du territoire national en sept directions régionales (contre trois actuellement). Cette réorganisation devrait permettre aux agents de disposer de plus de ressources pour des zones d'intervention plus restreintes.

Décision de l'ANDE sur les prix fixés des vaccinations animales, document disponible au bureau central de l'ANDE à Bangui.[16]

Gouvernement Centrafricain, Loi portant règlementation des semences végétales et animales, 19 janvier 2019.

BONNES PRATIQUES

Acheter localement.

[16] Entretien avec le directeur régional de l'ANDE, septembre 2020, Bambari.

Élevage

PRIORITÉ 1 - Équiper les éleveurs de petit bétail

Construire des enclos pour les bêtes	Selon un atelier de planification chaque groupement devrait avoir un enclos pour les bêtes. Les dotations prioritaires seraient les abreuvoirs, les mangeoires, le sel, le mil et le sésame. Ces dotations seraient pour le petits bétails. Un atelier de planification a confirmé que les matériaux et outils nécessaires pour ces actions sont disponibles sur place. Un groupe a également précisé que la dotation d'équipements devrait se faire après la construction d'enclos.
Doter les éleveurs en outils de travail	

PRIORITÉ 2 - Améliorer la santé animale

Former les éleveurs sur la santé animale	
Doter les éleveurs en produits vétérinaires	

PRIORITÉ 3 - Appuyer les groupements

Doter les groupements en ressources financiers	Un atelier de planification a suggéré une dotation de 500 000 FCFA par groupement. Cet argent serait nécessaire pour payer la main-d'œuvre pour le nettoyage des parcelles et enclos, et pour fournir un revenu aux éleveurs pendant que le bétail est encore jeune et qu'on ne peut pas encore le vendre

Pêche

ACTEURS IDENTIFIÉS

Préfecture, Mairie et chefs locaux : pour tout projet de relèvement local.

Ministère des Eaux et Forêts : pour tout projet concernant la pêche.

DOCUMENTATION

Gouvernement centrafricain, Loi portant code de la pêche et de l'aquaculture.

Ministère de l'Agriculture et du développement rural, Document de Politique Agricole Nationale (DPAN), août 2019.

- Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et règlementaires de la pêche et la pisciculture. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.

HISTORIQUE

De 2017 à 2021, l'ONG internationale Triangle a appuyé la filière via la dotation des outils (pirogues, hameçons et filets).

BONNES PRATIQUES

Assurer la transparence dans toute intervention.

Inviter les chefs de groupement superviser les distributions.

PRIORITÉ 1 - Développer les techniques locales de pêche

Développer la pisciculture	Selon un atelier de planification, le développement de la pisciculture devrait se faire en début de saison sèche. Tout autre activité dans la filière devrait se faire pendant la saison sèche aussi. Un groupe a mentionné qu'un site pour la pisciculture a déjà été identifié, derrière la préfecture, donc le prochaine étape serait les équipements.
Former les pêcheurs sur les techniques de la pêche	

PRIORITÉ 2 - Appuyer directement les pêcheurs

Doter les groupements en argent	Un atelier de planification a spécifié que l'argent doté sera dépensé sur la main-d'œuvre et pour compléter le revenu des pêcheurs pour acheter la nourriture. Selon les ateliers de planification, les outils prioritaires seraient les filets, les hameçons, les pirogues, les bottes, les paniers, les barres à mine, les pioches et les pelles (carrées et rondes). Selon les deux ateliers de planification, toutes ces activités devraient se faire pendant la saison sèche.
Doter les groupements en outils de travail	

Autres activités économiques

ACTEURS IDENTIFIÉS

Les transporteurs ont reçu une formation sur le code de route par la MINUSCA et la Croix Rouge.

Les coiffeurs ont bénéficié d'un appui via la dotation d'équipements en 2018.

Les couturiers de Birao ont bénéficié d'une dotation en machines à coudre en 2018. Cela a été jugé satisfaisant et durable mais les répondants ont exprimé un manque persistant de machine.

En 2022, ACTED, dans le cadre d'un projet de DDRR, propose de la formation professionnelle dans les filières de l'agriculture, l'élevage bovin, le commerce, la couture, l'informatique, la mécanique et la soudure.

En 2022, CVR propose également de la formation professionnelle dans le cadre d'un projet de DDRR.

Les participants à la planification ont précisé qu'il reste un besoin pour de la formation professionnelle, en plus des projets existants.

DOCUMENTATION

Tenir compte du genre dans l'appui aux acteurs économiques.

Assurer un choix équitable des bénéficiaires : éviter qu'une personne soit bénéficiaire de deux projets.

Respecter les préférences des bénéficiaires.

S'appuyer sur les experts locaux dans les filières économiques ciblés.

Les participants aux groupes de discussion ont mentionné les filières suivantes comme prioritaires pour l'appui :

- Couture
- Maçonnerie
- Élevage
- Saponification
- Commerce
- Mécanique générale

Couture

Doter les couturiers en outils de travail	Selon un atelier de planification les dotations prioritaires seraient les machines à coudre et le tissu. Un couturier interrogé a ajouté que les couturiers ont besoin de matériels tels que : machines à coudre, dentelles, vaselines, ciseaux, et mètre. Ce couturier a également précisé que l'achat de tissu permettrait aux couturiers de coudre des habits pour vendre sur les marchés au lieu de dépendre des commandes des clients.
Former les couturiers	Un atelier de planification a spécifié que, dans la couture, il y a des personnes compétentes sur place à Birao qui pourraient fournir des formations pour les couturiers apprentis.
Varier les méthodes de couture	Pour varier les types de couture pratiqués dans la ville (pour exemple ajouter la broderie et le surfilage), un couturier a spécifié que les artisans auraient besoin de machines spéciales pour ces techniques. Un couturier a exprimé le besoin de formation dans ces nouvelles méthodes, surtout la couture des habits pour hommes.
Etablir un centre de formation en couture	Un groupe a mentionné qu'un site pour la pisciculture a déjà été identifié, derrière la préfecture, donc le prochaine étape serait les équipements.
Appui en création de groupements et associations	

Autres activités économiques

Mécanique

Doter les mécaniciens en outils de travail	

Taxi-moto

Appuyer l'association des conducteurs des taxis motos	Selon un conducteur de taxi, la dotation des motos à l'association serait prioritaire. Il a également évoqué le besoin de fournir des visibilités pour les conducteurs de motos. Selon un conducteur de taxi rencontré, la formation devrait être sur les techniques de conduite et la mécanique.
Former les conducteurs	

Transport

Réhabiliter les routes	Un transporteur interrogé a évoqué les sujets suivants pour la formation : commerce, crédit, comment créer des relations extérieures, comment créer un groupement, connaître le code de la route.
Installer Orange Money	
Former les transporteurs	
Appuyer les transporteurs pour obtenir leurs papiers officiels	
Renforcer le lien entre transporteurs et commerçants hors de Birao	

Autres activités économiques

Réparation

Appuyer les réparateurs dans l'approvisionnement en outils de travail	Un réparateur interrogé a rapporté que la plupart des outils nécessaires pour son travail se trouvent uniquement au Soudan. Les réparateurs auraient donc besoin de dotations en outils, ou d'appui en transport pour aller au Soudan pour s'approvisionner. Les thèmes de formation peuvent être : comment réparer un téléphone, une montre ou un poste radio.
Formation des réparateurs	

Restauration

Formation des cuisiniers	Selon un restaurateur interrogé, la formation devrait porter sur les techniques culinaire et la gestion d'un restaurant. Ce même restaurateur a précisé qu'il n'y a actuellement aucune initiative pour créer des groupements de restaurateurs. Il faut, selon lui, une sensibilisation, et ensuite un appui financier pour créer des groupements. Les équipements prioritaires pour dotation, selon les restaurateurs, seraient des équipements de cuisine de bonne qualité. Un restaurateur a évoqué un besoin de générateur.
Dotation en matériel	
Créer des groupements/associations	

Soudure

Doter les soudeurs en matériel	Un soudeur interrogé a suggéré la création d'un centre de soudure, avec un approvisionnement en électricité. Sans source d'électricité publique, les soudeurs auraient donc besoin de générateurs, ainsi que d'équipements de soudure.
Former les soudeurs	
Appuyer les groupements/associations	
Etablir des nouvelles méthodes/technologie	

Autres activités économiques

Coiffure

Former les coiffeurs	Selon un coiffeur interrogé, les matériels à doter seraient : tableau des modes de coiffure, tondeuse, miroir de grande qualité, brosse, alcool désinfectant, ciseaux, mousse, tabouret, et savon. La formation devrait inclure des nouvelles modes de coiffure.
Doter les coiffeurs en équipements de travail	

Maçonnerie

Doter les maçons en outils de travail	Selon un des participants d'un groupe de discussion le matériel nécessaire serait : des truelles, des pelles, des décamètres, des niveaux et des cordes. Un atelier de planification a précisé que la formation en maçonnerie doit inclure les cas pratiques.
Former les maçons	

Peintre

Doter les maçons en outils de travail

Electricien

Doter en matériel de travail : des baguettes, des meules, du métal, des groupes électrogènes, des mètres, des pinces coupantes, des pinces calmantes, des marteaux, des pointes blindées, des chatterons, des salopettes, des gants, des échelles.

Priorisation intersectorielle

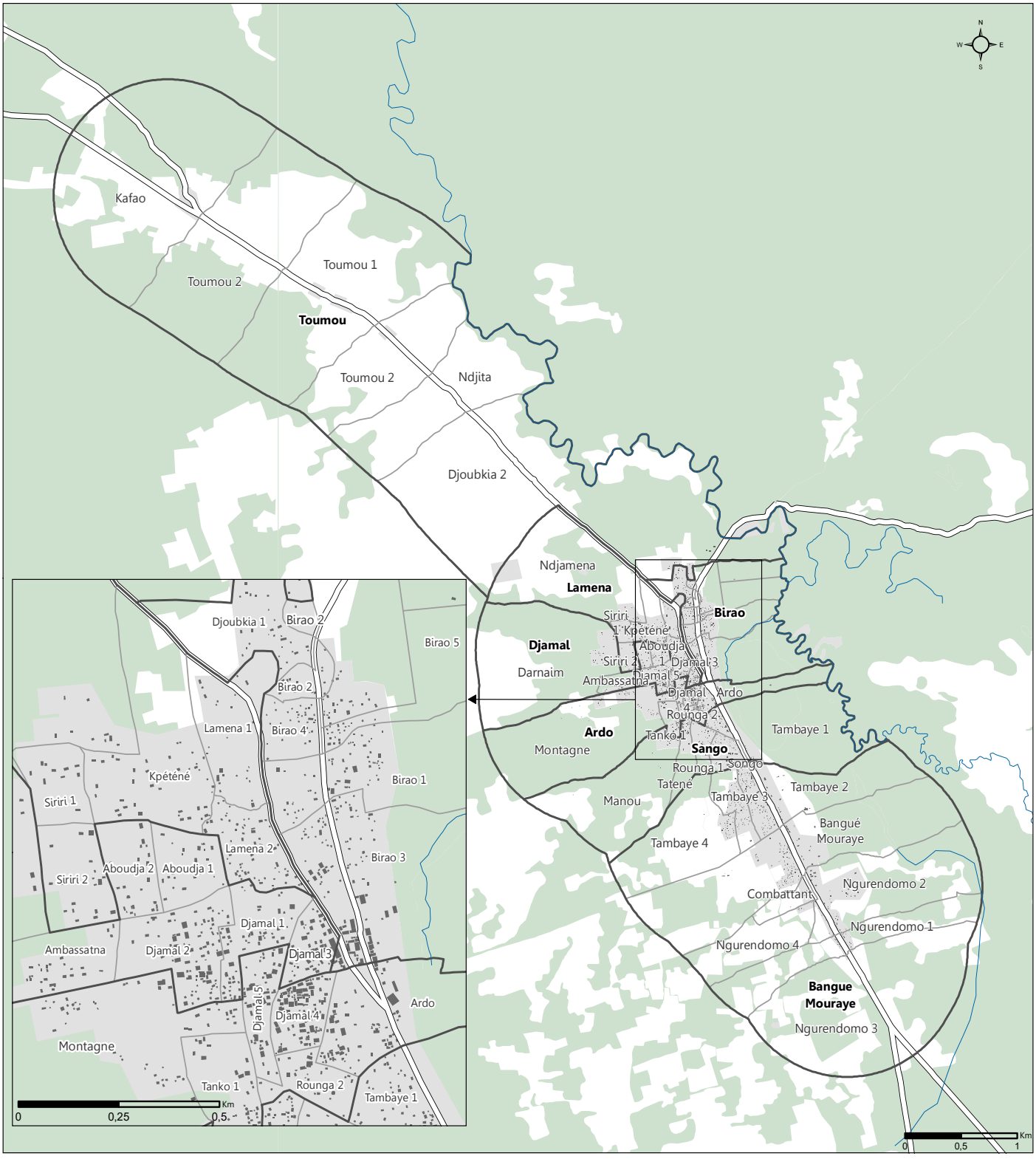
Secteur prioritaire 1	**Éducation**	PRIORITÉ 1 : Agrandir et réhabiliter les écoles PRIORITÉ 2 : Appuyer le personnel enseignant
Secteur prioritaire 2	**Santé**	PRIORITÉ 1 : Équiper les infrastructures sanitaires PRIORITÉ 2 : Agrandir et réhabiliter l'hôpital préfectoral PRIORITÉ 3 : Appuyer le personnel soignant
Secteur prioritaire 3	**Abri**	PRIORITÉ 1 : Reconstruire des maisons PRIORITÉ 2 : Redynamiser les activités génératrices de revenu PRIORITÉ 3 : Fournir des biens de première nécessité
	Agriculture/Élevage	PRIORITÉ 1 AGRICULTURE : Former les agriculteurs PRIORITÉ 2 AGRICULTURE : Appuyer les groupements agricoles PRIORITÉ 3 AGRICULTURE : Renforcer la gouvernance de la filière PRIORITÉ 1 ÉLEVAGE : Équiper les éleveurs de petit bétail PRIORITÉ 2 ÉLEVAGE : Améliorer la santé animale PRIORITÉ 3 ÉLEVAGE : Appuyer les groupements
	Marchés/Commerce	PRIORITÉ 1 : Désenclaver la zone PRIORITÉ 2 : Améliorer les infrastructures commerciales
	EHA	PRIORITÉ 1 EAU : Augmenter le nombre de points d'eau PRIORITÉ 2 EAU : Assurer le maintien des points d'eau existants PRIORITÉ 3 EAU : Sensibiliser la population sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement PRIORITÉ 1 HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT : Construire et réhabiliter des latrines communautaires PRIORITÉ 2 HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT : Assurer la maintenance des latrines
	Pêche	PRIORITÉ 1 : Développer les techniques locales de pêche PRIORITÉ 2 : Appuyer directement les pêcheurs

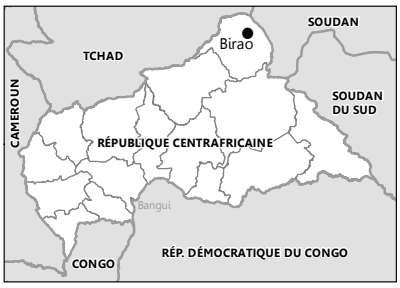
La priorisation intersectorielle a été réalisée avec la communauté et les autorités locales lors des 2 ateliers de planification participative le 9 et 10 février 2022 à Birao.

ANNEXE 1 - Liste des groupements et quartiers de la ville

N° DE GROUPE-MENT	NOM DE GROUPE-MENT	NOM DE QUARTIER
1	BIRAO	Birao 1
		Birao 2
		Birao 3
		Birao 4
		Birao 5
		Djoubkia 1
2	LAMENA	Lamena 1
		Lamena 2
		Ndjamena
		Siriri 1
		Siriri 2
		Kpéténé
3	Djamal	Djamal 1
		Djamal 2
		Djamal 3
		Darnaïme
		Ambassatna
		Aboudja 1
		Aboudja 2
4	Ardo	Ardo
		Rounga 2
		Montagne
		Tanko 1
		Djamal 4
		Djamal 5
5	Songo	Songo
		Rounga 1
		Taténé
		Manou
		Tambaye 1
6	Bangué Mouraye	Tambaye 2
		Tambaye 3
		Tambaye 4
		Bangué Mouraye
		Combattant
		Nguerendomo 1
		Nguerendomo 2
		Nguerendomo 3
		Nguerendomo 4
7	Toumou périphérie	Ndjita
		Toumou 1
		Toumou 2
		Kafao
		Birao 6
		Djoubkia 2

ANNEXE 2 - Carte des groupements et quartiers de la ville





- Limite de groupement
- Limite de quartier
- Bâti
- Zone résidentielle
- Cours d'eau
- Route principale
- Végétation

Sources des données: Reach 2022
Limite administrative : OCHA, 2018
Route, bâtiments, usage du sol : ©OpenStreetMap Contributor
Système de coordonnées : GCS WGS 1984
Contact : reach.mapping@impact-initiatives.org

Note: Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.

ANNEXE 3 - Méthodologie

COLLECTE DE DONNÉES

Les données primaires, dont dispose REACH, ont été collectées avec des évaluations quantitatives et qualitatives. Elles permettent d'établir un diagnostic territorial, de rassembler les principales caractéristiques du territoire et d'évaluer les besoins de ses communautés.

Au sein de la localité, sont rencontrés par l'équipe REACH :

- Les acteurs institutionnels locaux ;
- Les services techniques locaux (lorsqu'ils sont présents) ;
- Des leaders communautaires et religieux ;
- Les acteurs de la société civile ;
- Des fournisseurs de service de base ;
- Des principaux acteurs économiques ;
- Des membres de la communauté.

L'unité de mesure est celle de « l'aire urbaine », soit l'aire géographique comprise dans un rayon de cinq à dix kilomètres autour du centre urbain (concentration de populations, de bâtis et de services). Cela correspond à la zone d'accès aux services de base couvrant une distance qui peut être parcourue à pied sur la journée par les populations locales.

Entretiens avec les autorités locales

Les données sont collectées par l'équipe REACH grâce à des entretiens semi-directifs individuels avec des informateurs clés. Ces personnes ressources sont identifiées à partir des informations recueillies lors de la présentation initiale aux autorités locales ainsi que par la méthode dite de la « boule de neige », qui consiste à demander aux premiers répondants interrogés de nous renvoyer vers d'autres informateurs clés potentiels. Par exemple, lors d'un entretien individuel avec le maire, ce dernier pourrait fournir aux enquêteurs les contacts des responsables des services déconcentrés de la localité.

Ateliers de cartographie participative

Des ateliers de cartographie participative sont menés avec six à huit membres de la communauté. Ils ont pour objectif de cartographier les zones de peuplement du territoire ainsi que les services essentiels en eau/hygiène/assainissement, santé, éducation et les marchés de la ville. Une désagrégation selon le genre et le statut de déplacement est effectuée pour organiser des groupes dans ces ateliers.

Ces ateliers ont été réalisés sur le modèle des groupes de discussion à l'aide de guides de discussion semi-directifs. La spécificité de cette activité repose sur l'utilisation de fonds de carte comme support privilégié pour la collecte des réponses des participants.

Entretiens avec les fournisseurs de services de base

Un recensement de toutes les infrastructures des services de base de la localité (les points d'eau et latrines communautaires, les infrastructures éducatives et sanitaires et les marchés) est effectué via les ateliers de cartographie décrits ci-dessus. Ensuite, un informateur clé est enquêté pour chacune des infrastructures. Ces informateurs clés sont les gestionnaires des infrastructures, par exemple des membres de comités de gestion des points d'eau ou des latrines, des directeurs d'écoles, des médecins chefs de district et des délégués de marchés. Ces entretiens dirigés sont réalisés, grâce à l'outil KOBO, pour fournir une base de données quantitatives sur le fonctionnement de toutes les infrastructures de base dans la localité.

Groupes de discussion avec les membres de la communauté

Ces groupes de discussion suivent un canevas semi-directif ayant pour objectif de faire émerger des discussions entre les participants sur les thématiques suivantes :

- Vulnérabilités socio-économiques de la population ;
- Mécanismes de gouvernance locale ;
- Enjeux d'accès aux services de base ;
- Cohésion sociale et solutions durables.

A l'instar des ateliers cartographiques, une désagrégation systématique est opérée sur le genre et le statut de déplacement pour la constitution des groupes.

Etude des filières économiques

Afin d'analyser le tissu économique de chaque localité, les équipes REACH mènent des groupes de discussion avec les principaux acteurs économiques locaux. Sur cette base, des entretiens individuels plus poussés sont menés avec les acteurs économiques clés du territoire pour identifier les opportunités de création de valeurs au sein des filières locales porteuses.

Les répondants aux groupes de discussion sont issus de différentes couches sociales et représentent différentes filières économiques. Une attention particulière est portée à ce que chaque maillon de la chaîne de valeur soit représenté par un participant (producteur, intermédiaire, transformateur, transporteur, commerçant, consommateur).

Les répondants aux entretiens individuels sont des opérateurs économiques reconnus et recommandés pour leur expertise ou leur niveau de connaissance des filières identifiées dans la localité.

Diagnostic des capacités des acteurs institutionnels

Des entretiens semi-directifs avec les acteurs institutionnels en place permettent de dresser un bilan de leurs missions, d'analyser leur niveau de compréhension de leurs rôles et responsabilités, d'évaluer leurs besoins de renforcement techniques et organisationnels au regard de leurs mandats.

Les acteurs institutionnels sélectionnés sont les personnes ressources au sein des services communaux et des services techniques déconcentrés de l'Etat.

Diagnostic des capacités des organisations de la société civile (OSC)

L'équipe REACH mène également des entretiens semi-directifs avec les organisations de la société civile dans la localité. Entre huit et dix organisations ou acteurs sont interrogés dans le cadre de cette activité, dépendamment du nombre d'acteurs identifiés. Pour les organisations, l'entretien est mené avec deux ou trois informateurs clés au sein de l'organisation pour garantir que les répondants aient toutes les informations demandées dans le questionnaire.

Les entretiens semi-directifs sont menés avec ces acteurs afin de dresser un bilan de leurs missions, d'analyser leur niveau de compréhension de leurs rôles et responsabilités, d'évaluer leurs besoins de renforcement technique et organisationnel au regard de leurs rôles dans le relèvement/ l'aide humanitaire.

ANALYSE

Analyse des données quantitatives

Les données quantitatives obtenues sur les différents services sont saisies via l'application KOBO sur les tablettes. Elles sont ensuite envoyées sur le serveur IMPACT afin d'être téléchargées, nettoyées et analysées.

Le nettoyage de données, conforme aux standards IMPACT, consiste principalement en :

- L'anonymisation des données ;
- La suppression des valeurs aberrantes pour les questions quantitatives ;
- La vérification de la pertinence des mentions "autre" ;
- La vérification de la cohérence des données (caractéristiques renseignées selon le type d'infrastructure).

L'analyse reprend les principales questions posées dans le questionnaire KOBO et détermine le niveau de fonctionnalité des infrastructures communautaires. Cette analyse quantitative est ensuite mise en perpective avec les données qualitatives collectées à l'aide des autres outils REACH. Elle permet aussi de reccueillir le point de vue des gestionnaires de service sur l'utilisation des infrastructures, et leurs besoins en renforcement de capacités pour la gestion de celles-ci.

Analyse des données qualitatives

Toutes les notes prises manuellement lors des entretiens semi-directifs et des groupes de discussion sont saisies sur ordinateur, dans une matrice élaborée pour chacune des villes. Cette matrice permet de présenter sur un même document toutes les informations collectées lors du diagnostic.

DÉFIS ET LIMITES

Les analyses présentées dans ce document sont des conclusions basées sur des données collectées lors d'un intervalle de temps précis et limité. Les principaux défis rencontrés pour la conduite de la recherche ainsi que les moyens de mitigation mis en place sont listés à suivre :

- La disponibilité des IC. La prise de rendez-vous avec les personnes ressources, dès le premier jour de la collecte de données a été la solution adoptée ;
- Les biais de perception de certains acteurs locaux. Beaucoup d'IC possédaient en effet une "double casquette" au niveau local (à la fois membre de la municipalité et acteur économique ou président d'une association, etc.). La triangulation des informations, possible grâce au large panel d'acteurs rencontrés, permet de pallier les biais de perception des personnes interrogées ;
- La sensibilité des thématiques abordées, notamment sur les aspects de justice et cohésion sociale. Pour cela l'équipe REACH a veillé à n'exclure aucune communauté lors des entretiens individuels ou de la mobilisation communautaire effectuée pour les groupes de discussion.

Les termes de références complets de la méthodologie du PRL sont disponibles ici.